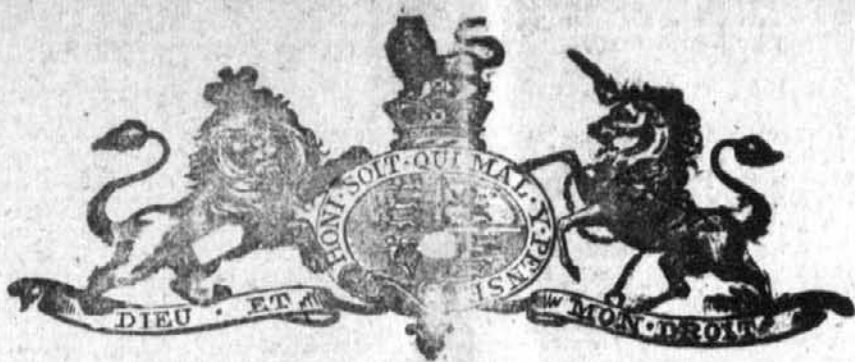




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 9 MAI 1908.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1037

Nomination

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 4 mai courant, 1908, de nommer MM. Auguste Brisson, Jean Dubé, Joseph Lévesque, Fidèle Bouillon et Léon Blanchet, jr., à la charge de commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Marcellin, comté de Rimouski. Aucune élection de commissaires n'ayant eu lieu depuis plusieurs années. 1817

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 9th MAY, 1908.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1038

Appointment

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of school commissioners.

HIS Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 4th of May instant, 1908, to appoint Messrs. Auguste Brisson, Jean Dubé, Joseph Lévesque, Fidèle Bouillon and Léon Blanchet, jr., to the office of school commissioners for the municipality of Saint-Marcellin, county of Rimouski. No election of commissioners having taken place for several years. 1819

Proclamations

Canada,
Provinces of
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A Nos Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Citoyens et Bourgeois élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et à tous ceux que les présentes peuvent concerner—SALUT

PROCLAMATION.

ATTENDU que le vingt-cinquième jour du mois d'avril dernier, il Nous a plu de proroger la Législature de Notre Province de Québec, et la convoquer pour le quatrième jour du mois de juin mil neuf cent huit.

ET ATTENDU que, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons jugé à propos de dissoudre l'Assemblée Législative de Notre dite Province ;

A CES CAUSES, par Notre présente Proclamation Royale, Nous dissolvons la dite Assemblée Législative ; Nous exonérons en conséquence les Conseillers Législatifs et les Citoyens et Bourgeois de l'Assemblée Législative de l'obligation de s'assembler et d'être présents le QUATRIÈME jour de JUIN mil neuf cent huit.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et dans la huitième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

Canada,
Province de }
Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et détermination de rencontrer, aussitôt que faire se pourra, Notre peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement.

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes Notre Volonté et Plaisir Royal de convoquer la Législature de Notre dite Province, et Nous déclarons de plus que, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons, ce jour, donné des ordres pour l'Emission de Nos Brefs d'Election, en due forme, pour constituer l'Assemblée Législative de Notre dite Province, lesquels Brefs d'Election seront en date du SIXIÈME jour de MAI courant, et rapportables le TRENTIÈME jour de JUILLET prochain, les présentations des candidats aux différentes Elections, dans tous les Districts Electoraux de la Province, auront lieu et se feront le PREMIER jour du mois de JUIN prochain, à l'exception cependant de Nos Brefs d'Election pour le District Electoral de GASPE, et pour le District Electoral de CHICOUTIMI et SAGUENAY, lesquels Brefs d'Election seront rapportables le TRENTIÈME jour de JUILLET prochain, et pour le District Electoral des ILES DE LA MADELEINE, lequel Bref d'Election sera rapportable le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE prochain.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Citizens and Burgesses elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and to all to whom it may concern—GREETING :

PROCLAMATION

WHEREAS, on the twenty fifth day of the month of April last, it has pleased Us to prorogue the Legislature of Our Province of Quebec, and to convoke it for the fourth day of the month of June, one thousand nine hundred and eight.

AND WHEREAS, We have thought fit, by and with the advice and consent of Our Executive Council of Our said Province of Quebec, to Dissolve the Legislative Assembly of Our said Province :

NOW KNOW YE, that, by this Our Royal proclamation, We dissolve the said Legislative Assembly ; Accordingly We exempt the Legislative Councillors and the Citizens and Burgesses of the Legislative Assembly from the obligation of meeting and attendance on the FOURTH day of JUNE, one thousand nine hundred and eight.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Quebec.

Canada,
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith,, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS We are desirous and resolved as soon as may be, to meet Our people of Our Province of Quebec, and to have their advice in Parliament.

NOW KNOW YE, We do make known Our Royal will and pleasure, to call the Legislature of Our said Province, and do further declare that by and with the advice of the Executive Council of Our said Province of Quebec, We have, this day, given orders for issuing Our Writs in due form, for calling the Legislative Assembly of Our said Province, which Writs are to bear date of the SIXTH day of MAY instant, and to be returnable on the THIRTIETH day of JULY next, the nomination of the candidates at the different Elections in all the Electoral Districts of the Province, shall take place and be held the FIRST day of JUNE next, except however, our Writs for the Electoral District of GASPE, and for the Electoral District of CHICOUTIMI AND SAGUENAY, which Writs will be returnable on the THIRTIETH day of JULY next, and for the Electoral District of MAGDELEN ISLANDS, which Writ will be returnable on the FIFTEENTH day of OCTOBER next.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent huit, et de Notre Règne la huitième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

Canada,
Province de }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION

SACHEZ QUE, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, convoquons par ces présentes l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en Notre Cité de Québec, en Notre dite Province, MERCREDI, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, pour lors et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et dans la huitième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

Canada,
Province de }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **A**TTENDU que par les statuts refondus de la province, article 1362, il est entre autres choses

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed; WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguish Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this SIXTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By Command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery
Québec.

Canada,
Province of }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING

PROCLAMATION.

KNOW YE, We, being desirous and resolved, as soon as may be, to meet Our People of Our Province of Quebec, and to have their advice in Parliament, do hereby, by and with the advice of Our Executive Council of Our said Province of Quebec, summon and call together the Legislative Assembly of Our said Province, to meet at Our City of Quebec, in Our said Province, on WEDNESDAY, the FIFTH day of AUGUST next, then and there to have conference and treaty with the great men and Legislative Council of Our said Province.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, the SIXTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly,
Québec.

Canada,
Province of }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **W**HEREAS by article 1362 of the revised statutes of the province, it is, amongst other

décreté que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner, par proclamation, un jour qui sera observé comme "JOUR DES ARBRES," pour faire le complant des arbres forestiers, dans Notre province;

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi, sept mai prochain, pour la plantation des arbres dans la partie ouest de Notre province, et le jeudi quatorze mai prochain, pour la plantation des arbres dans la partie est de Notre province;

A CES CAUSES, de l'avis du conseil exécutif, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons que le jeudi, sept mai prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES," dans la partie ouest de Notre province, comprenant les comtés d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Chateauguay, Compton, Deux-Montagnes, Drummond, Hochelaga, Iberville, Huntingdon, Jacques-Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Terrebonne, Trois-Rivières, Val-d'Audouville, Verchères, Yamaska, et que le jeudi, quatorze mai prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES," dans la partie est de Notre province, comprenant les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, Lac-Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, cité de Québec, comté de Québec, Rimouski, Saguenay, Saint-Sauveur, Témiscouata et Wolfe.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et dans la huitième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1777

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'avril 1908, constituant en corporation MM. Charles H. Sprieger, gérant, Joseph Margolese, comptable, Samuel G. Tritt, comptable, Louis S. Margolese, avocat, et Paul Sprieger, contre-maître, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants: acquérir et prendre toutes ou aucune partie des affaires, propriété et dettes de toute personne ou compagnie faisant aucune affaire que la compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété convenable aux fins de cette compagnie;

Faire les affaires de manufacturiers et de marchands de tabac, cigares, cigarettes, allumettes,

things, enacted that the Lieutenant-Governor in council may appoint, by proclamation, a date to be observed as "ARBOR DAY", for the planting of forest trees, in Our province;

WHEREAS We have deemed fit to establish Thursday, the seventh day of May next, for the planting of trees in the west part of Our province and Thursday, the fourteenth day of May next for the planting of trees in the east part of Our province.

NOW KNOW YE, with the advice of the Executive Council, We have ruled and ordered, and by these presents do rule and order that Thursday, seventh of May next, shall be observed as "ARBOR DAY", in the west part of Our province, comprising the counties of Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Chateauguay, Compton, Drummond, Hochelaga, Iberville, Huntingdon, Jacques Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montreal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint Hyacinthe, Saint Jean, Saint Maurice, Terrebonne, Three Rivers, Two Mountains, Val-d'Audouville, Verchères, Yamaska, and that Thursday, the fourteenth of May next, shall be observed as "ARBOR DAY", in the east part of Our province, comprising the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Kamouraska, Lake Saint John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Magdalen Islands, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, city of Quebec, county of Quebec, Rimouski, Saguenay, Saint-Sauveur, Témiscouata and Wolfe.

Of all which Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By Command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

1778

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1908, incorporating Messrs. Charles H. Sprieger, manager, Joseph Margolese, accountant, Samuel G. Tritt, accountant, Louis S. Margolese, advocate, and Paul Sprieger, foreman, all of the city of Montreal, for the following purpose: to acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To carry on the business of manufacturers of and dealers in tobacco, cigars, cigarettes, matchlights,

pipes et tous autres articles requis par les fumeurs ou qui peuvent leur être utiles, et de manufacturiers et marchands de tabac en poudre et de marchands de boîtes, et faire en général le commerce de tous autres articles et objets de marchands de tabac.

Entrer en société ou faire aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou engagée dans les dites affaires, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite de manière à bénéficier directement ou indirectement cette compagnie ;

Et de prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et de vendre, posséder, transférer ou en faire le commerce autrement ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets déjà ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant aucune affaire capable d'être conduite directement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Emprunter ou prélever ou garantir le paiement d'argent en la manière que la compagnie jugera à propos suivant la loi, et en particulier par l'émission de débetures, ou débeture stock perpétuel ou autrement, chargé sur toutes ou aucune des propriétés de la compagnie et acheter, rembourser ou payer aucune telles garanties ;

Tirer, faire, accepter, enlister, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, débetures et autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "Michaels Bros Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'avril 1908, constituant en corporation M.M. Richard F. Gauvin, chimiste, Adélard Perreault, marchand, Edouard Painchaud, manufacturier d'épices, Jean Labranche, maître charretier, Michael J. Morrison, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de produits pharmaceutiques, produits chimiques, drogues, teintures, elixirs, cordiaux, épices, extraits, sirops, spiritueux, médecines patentées et autres produits de même nature ;

Acquérir toutes affaires semblables, ou toute marque de commerce en rapport avec une telle affaire, et de payer pour cette fin soit en actions de la compagnie ou en argent, sous le nom de "The National Extracts Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, des lettres patentes ont été émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du vingt-septième jour d'avril 1908, constituant en corporation l'honorable Charles J. Doherty, un des conseillers en loi de Sa Majesté, M.M. Cornelius Coughlin, exportateur, William Henry Cox, notaire public, Patrick M. Wickham, agent d'assurance, John A. MacDonald, docteur en médecine, Joseph Cyril

pipes and any other articles required by or which may be convenient to smokers, and of snuff grinders and merchants, and box merchants, and to deal in other articles and things commonly dealt in by tobaccoist ;

To enter into (partnership or into) any arrangement for sharing profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying in or engaged in or about to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted as to do directly or indirectly benefit this company ;

And to take or otherwise acquire share and securities of any such company and to sell, hold, transfer or otherwise deal with the same ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted as directly benefit this company ;

To borrow or raise or secure the payment of money in such manner as the company shall think fit according to law, and in particular by the issue of debentures, or debenture stock perpetual or otherwise charged upon all or any of the company's property and to purchase redeem or pay of any such securities ;

To draw, make, accept, indorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments, under the name of "Michaels Bros Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty seventh day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1908, incorporating Messrs. Richard F. Gauvin, chemist, Adélard Perreault, merchant, Edouard Painchaud, spice manufacturer, Jean Labranche, master carter, Michael J. Morrison, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell and trade in pharmaceutical products, chemical products, drugs, tinctures, elixirs, cordials, spices, extracts, syrups, spirits, patent medicines and other products of the same nature

To acquire any similar business, or any trade mark connected with a similar business, and to pay therefor either in shares of the company or in cash, under the name of "National Extracts Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty seventh day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April 1908, incorporating Honorable Charles J. Doherty, one of His Majesty's councillors learned in the law, Cornelius Coughlin, exporter, William Henry Cox, notary public, Patrick M. Wickham, insurance manager, John A. MacDonald, doctor of medicine, Joseph Cyril Walsh, editor, and Francis

Walsh, éditeur, et Francis Joseph Laverty, avocat, tous de la cité de Montréal, dans le but d'acheter, prendre et louer, ou acquérir autrement toutes terres, bâties ou propriétés, meubles et immeubles, que peuvent être requises pour le susdit objet ou capables d'être employées convenablement en rapport avec aucun des objets de la compagnie ;

Souscrire ou devenir un membre de cette compagnie ou incorporée avec toute autre association, soit incorporée ou non dont les objets sont déjà ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Former et conduire une association pour le bénéfice mutuel et l'utilité de ses membres et leurs familles, et pour cette fin organiser et aider en organisant des lectures, fonctions et entreprises sociales, artistiques et musicales ;

Prélever de l'argent par souscriptions et octroyer tous les droits et privilèges aux souscripteurs ;

Établir, maintenir et conduire un club pour les commodités des membres de la compagnie et leurs amis et de pourvoir à une maison de club et autres convenances et en général de procurer aux membres et leurs amis les privilèges, avantages, convenances et commodités ordinaires d'un club ;

Acquérir et prendre la propriété et droits maintenant entre les mains des fidei commiss pour la dite compagnie et se charger de toutes les dettes encourues par eux pour et en faveur d'eux, et les indemniser contre toutes telles dettes ou obligations ;

Vendre toute ou aucune partie de la propriété ou entreprise de la compagnie, ou en disposer, pour telle considération que la compagnie peut jusqu'à propos et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ou association ayant déjà ou en partie des objets semblables à ceux de cette compagnie ;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, disposer, mettre à profit ou autrement, faire le commerce avec tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie et hypothéquer ses immeubles ;

Distribuer aucun des biens de la compagnie en nature ou espèces parmi ses membres ;

Acheter ou acquérir autrement, à telles conditions et de telle manière que les règlements de la compagnie de temps en temps pourront déclarer, toutes actions dans le capital de la compagnie et placer son surplus dans la réduction de ses propres actions, obligations ou autres garanties, sous le nom de "The Montreal Columbus Association", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1908.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

1811

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1908, constituant en corporation MM. le révérend Amédée Goyette, curé de la paroisse de Sainte-Suzanne de Stanhope, Marie Joseph Curot, agent général, Joseph Louis Cyprien Gagnon, gérant de commerce, de la cité de Montréal, James Wright, architecte, de Saint-Lambert, et Jérémie Téléphore Décarie, bourgeois, de Notre-Dame de Grâce, dans le but d'acquérir, disposer par achats, par baux, ou en vertu d'autres titres légaux des terres à carrières de granit, et d'en payer le prix soit par argent comptant, soit en actions libérées de la compagnie, ainsi que de payer tous services généralement quelconques, de la même manière ; d'ouvrir, de développer et généralement de gérer et d'exploiter des carrières de granit ; de faire le commerce en gros et de détail ; d'ouvrir des magasins d'approvisionnements généraux, et de développer de l'énergie électrique pour ses besoins, et de disposer du surplus au meilleur des intérêts de la dite compagnie ; de disposer des produits bruts et manufacturés ; la première carrière à être ainsi exploi-

Joseph Laverty, advocate, all of the city of Montreal, for the purpose to purchase, take and lease, or otherwise acquire any lands, buildings or property, real and personal, which may be requisite for the purpose of or capable of being conveniently used in connection with any of the objects of the company ;

To subscribe to or become a member of or incorporate with any other association, whether incorporated or not whose objects are altogether or in part similar to those of this company ;

To form and carry on an association for the mutual benefit and improvement of its member and their families, and for that purpose to organize and assist in organizing lectures, social, artistic and musical functions and enterprises.

To raise money by subscriptions and to grant any rights and privileges to subscribers ;

To establish, maintain and conduct a club for the accommodations of members of the company and their friends, and to provide a club house and other conveniences, and generally to afford to members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a club ;

To acquire and take over the property and rights now held by trustees for the said company, and to assume all liabilities incurred by them for and on behalf thereof, and to indemnify them against any such liabilities or obligations ;

To sell or dispose of the whole or any part of the property or undertaking of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or security of any other company or association having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company and to hypothecate its immoveable property ;

To distribute any of the property of the company in kind or specie among the members ;

To purchase or otherwise acquire, on such terms and in such manner as the regulations of the company from time to time provide, any shares in the company's capital and to invest its surplus funds in the reduction of its own shares, bonds or other securities, under the name of "The Montreal Columbus Association", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty seventh day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial secretary.

1812

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1908, incorporating the Reverend Amédée Goyette, curé of the parish of Sainte Suzanne de Stanhope, Marie Joseph Curot, general agent, Joseph Louis Cyprien Gagnon, commercial manager, of the city of Montreal, James Wright, architect, of Saint Lambert, and Jérémie Téléphore Décarie, gentleman, of Notre-Dame de Grâce, for the purpose of acquiring, disposing of, by lease or other legal titles, granite quarries, and to pay for them either in cash or by paid-up shares of the company, as also to pay generally for any services whatever, in the same way ; to carry on a wholesale or retail business, to open general provision stores, and to develop electric energy for its needs and to dispose of the remainder in the best interests of the said company ; to dispose of its raw and manufactured products ; the first quarry to be worked being that of the reverend Amédée Goyette, situate at Sainte Suzanne de Stanhope, in the county of Stanhope, by the name of "The Stanhope Granite Company", with a total capital stock of one hun-

tée étant celle du révérend Amédée Goyette, située à Sainte-Suzanne de Stanhope, dans le comté de Stanhope, sous le nom de "The Stanhope Granite Company", avec un capital total de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en cent cinquante mille (150,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1908

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'avril 1908, constituant en corporation M.M. Julien Edouard Alfred Dubuc, industriel, Joseph E. Cloutier, courtier, François-Xavier Gosselin, protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, Joseph Dominique Guay, industriel, L. Alfred Casgrain, électricien, tous de la ville de Chicoutimi, dans le but de construire, équiper et exploiter un ou plusieurs réseaux téléphoniques dans les comtés de Charlevoix, Saguenay, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, et à partir de ce dernier comté jusqu'à un point à ou près de la cité de Québec, en suivant la direction générale du chemin de fer du Lac Saint-Jean.

Acquérir l'actif et la clientèle de toute personne ou compagnie exploitant un ou des téléphones, et les payer en argent ou en actions libérées ;

Acquérir par achat, location ou autrement, une ou plusieurs lignes de téléphone dans les dits comtés et dans toute la province de Québec, les relier entre elles ;

Employer en tout ou en partie ses fonds pour l'achat d'actions d'autres corporations faisant le même commerce ;

Faire toutes espèces de contrats avec les compagnies ou personnes exploitant un ou des réseaux de téléphone, dans le but d'assurer la transmission et l'échange des messages et agrandir ainsi sa sphère d'action ;

Fabriquer, vendre, acheter et d'une manière générale faire le commerce de tous les instruments, appareils et matériaux nécessaires à son exploitation ;

Vendre son actif et son entreprise à toute compagnie ou personne habile à en faire l'acquisition, sous le nom de "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec", avec un capital total de cent quarante mille piastres (\$140,000.00), divisé en sept mille (7,000) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1809

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de mai 1908, constituant en corporation M.M. Joseph Archer et Edward Archer, marchands, L. Napoléon Petit, teneur de livres, de la cité de Québec, Alice Archer, épouse séparée de biens du colonel Oscar Pelletier, et de lui dûment autorisée à l'effet des présentes, et Charles Archer, avocat et conseil du Roi, tous deux de la cité de Montréal, dans le but d'importer, acheter et vendre du charbon ; acquérir, posséder, améliorer, louer et vendre du bois de construction, bois de charpente et bois de toute description, et de faire le commerce de bois, bois de construction et bois de charpente ; acquérir le produit de compagnies ou personnes faisant les mêmes affaires et en disposer, et faire toutes choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "The Archer Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en cent actions de deux cents piastres (\$200.00) chacune.

dred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into one hundred and fifty thousand (150,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

Dated at the office of the provincial secretary's, this twenty seventh day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1908, incorporating Messrs. Julien Edouard Alfred Dubuc, manufacturer, Joseph E. Cloutier, broker, François Xavier Gosselin, protonotary of the superior court of the district of Chicoutimi, Joseph Dominique Guay, manufacturer, L. Alfred Casgrain, electrician, all of the town of Chicoutimi, for the purpose of constructing, equipping and working one or more telephonic systems in the counties of Charlevoix, Saguenay, Chicoutimi, Lake Saint John, and to start from this latter county to a point at or near the city of Quebec, following the general direction of the Lake Saint John railway.

To acquire the assets and the custom of any person or company running one or more telephones, and to pay them in cash or paid up shares ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, one more telephone lines in the said counties and throughout the province of Quebec, to connect them together ;

To employ its capital wholly or in part for purchasing shares of other corporations carrying on the same business ;

To make any sort of contracts with companies or persons working one or more telephone systems, for the purpose of securing the transmission and the exchange of messages and to enlarge in this way its sphere of action ;

To make, sell, buy and generally to deal in instruments apparatus and material necessary for its working ;

To sell its assets and its business to any company or person able to acquire it, by the name of "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec", with a total capital stock of one hundred and forty thousand dollars (\$140,000.00), divided into seven thousand (7,000) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty seventh day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

1810

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1908, incorporating Messrs. Joseph Archer and Edward Archer, merchants, L. Napoléon Petit, book-keeper, of the city of Quebec, Alice Archer, wife separate as to property with colonel Oscar Pelletier, and by him duly authorized to the presents, and Charles Archer, advocate and king's counsellor, both of the city of Montreal, for the purpose, to import, buy and sell coal ; to acquire, hold, improve, lease and sell timber, lumber and wood of any description whatsoever, and to deal and traffic in wood, lumber and timber ; to acquire and dispose of the product of companies or individuals carrying on like business and to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of The Archer Company, Limited, with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into one hundred shares of two hundred dollars (\$200.00) each.

tres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de mai 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1881

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Verchères, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Mathieu de Belœil".

JULES ALLARD,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 5 mai 1908. 1835

L'Association "The Womens Catholic Order of Forester", de Chicago, E. U. A., a été autorisée à faire des opérations dans la province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. J. C. H. Dussault, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 5 mai 1908. 1837

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du onzième jour de mars 1908, par lesquelles le capital total de "The Beaconsfield Golf Club", est augmenté de vingt mille piastres (\$20,000.00) à vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), le nouveau stock divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1711.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onze avril 1908, constituant en corporation MM. Joseph-Gaspard Gingras, employé civil, Octave Chevanelle, Jean-Baptiste Lagacé, Louis-Auguste Grégoire et Médéric Gingras, cordonniers, Cyprien-Gaudiose Plamondon, mécanicien, tous de la cité de Québec, dans le but suivant : faire et entreprendre les affaires de commerce en général ; établir et exploiter une boulangerie, une pâtisserie et tout ce qui se rapporte au commerce de fleur ; faire le commerce d'épicerie et tout ce qui concerne cette ligne ; acheter et vendre tout produit alimentaire ; acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils requis par les actionnaires de la compagnie ; exploiter le commerce de bois de construction, bois de chauffage, charbon ou autre combustible propre à l'usage des familles ; acquérir, louer, échanger et hypothéquer des immeubles ; faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de la constitution en corporation de la compagnie, sous le nom de "Compagnie de Commerce Général", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour d'avril 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1709.2

into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixth day of May, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary,

1882

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, and 59 Victoria, chapter 21, the undersigned authorize the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Vercheres, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Saint Mathieu de Belœil".

JULES ALLARD,
Minister of Agriculture.

Quebec, 5th May, 1908. 1836

The association of "The Women's Catholic Order of Forester", of Chicago, E. U. A., has been authorized to do business in the province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. J. C. H. Dussault, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 5th May, 1908. 1838

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of March 1908, by which the capital stock of the "Beaconsfield Golf Club", is increased from twenty thousand dollars (\$20,000.00) to twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided the new stock into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the provincial secretary, this twenty second day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

1712

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1908, incorporating Messrs. Joseph Gaspard Gingras, civil employee, Octave Chevanelle, Jean Baptiste Lagacé, Louis Auguste Gregoire and Médéric Gingras, shoemakers, Cyprien Gaudiose Plamondon, machinist, all of the city of Quebec, for the following purpose, namely : to do and carry on a general business ; to establish and work a bakery, a confectionary business and all that relates to the flour trade ; to deal in groceries and all that relates to this trade ; to buy and sell alimentary products ; to buy and sell all kinds of goods, merchandize, tools required by the shareholders of the company ; to carry on a trade in budding lumber, firewood, coal or other combustibles fit for family use ; to acquire, lease, exchange and mortgage immovables ; to do any act or operation being an accessory of these above named, or which may facilitate the realization of the aims of the incorporation of the company, by the name of "Compagnie de Commerce Général", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty first day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1710

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1908, constituant en corporation MM. Rowland James Smith, marchand, Isaac Hibbert, marchand, Robert Henry Arthur, acheteur, de la cité de Montréal, Gilbert Reeves et Charles William Louth, gardiens de troupeaux, de la ville de Outremont, dans les buts suivants : élever, préparer, garder des bestiaux, cochons, volailles et animaux de toute description ; les acheter et les vendre, préparer la chair d'iceux en paquets, en boîtes de fer blanc ou autrement pour l'exportation ou pour le marché intérieure, et en général de faire le commerce d'élever, acheter ou vendre des animaux de toute sorte ou toute description.

Acquérir, louer ou acheter toutes fermes ou bâtisses convenables et nécessaires pour les susdites fins.

Acheter, acquérir la propriété, meubles ou immeubles de Rowland James Smith, marchand, convenable ou nécessaire pour les dites affaires et la payer avec des actions payées, sous le nom de "The Montreal Hog Feeding Company," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt unième jour d'avril 1908

L. RODOLPHE ROY,

1707.2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'avril 1908, constituant en corporation MM. Alfred Eugène Damase Labelle, négociant, Paul Arthur Côté, journaliste, Rodolphe Bédard, comptable, Georges Etienne Beauchamp, médecin, et Henri Thomas Scott, professeur, tous de la cité de Montréal, dans le but suivant, savoir : faciliter l'expansion de la gymnastique dans la province de Québec, dans les écoles ou les institutions privées, sous le nom de "La Société Nationale de Gymnastique", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en deux cents (200) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1908.

JOS. BOIVIN,

1729.2

Député secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1908, constituant en corporation MM. Joseph D. E. Mayrand et Joseph G. Giguère, marchands, de la ville de Maisonneuve, Philippe Dorval, avocat, Léon Mercier, gentilhomme et Alfred Laporte, marchand, tous trois de la cité de Montréal, dans le but suivant, savoir : acheter, vendre, faire le commerce en gros et en détail de charbon et de bois, grain, foin, paille, son, moulée de toutes sortes, acheter et vendre des établissements de commerce du même genre, acheter ou louer des forces motrices pour faire fonctionner des machines pour scier et fendre le bois de chauffage.

Acheter, posséder, vendre, louer, hypothéquer des propriétés immobilières et passer titre à cette fin.

Construire des hangars et autres bâtisses nécessaires au susdit commerce.

Avoir et posséder tous les pouvoirs nécessaires à l'entreprise plus haut mentionnée, sous le nom de "La Compagnie Giguère Mayrand", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en neuf cents (900) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour d'avril 1908.

JOS. BOIVIN,

1731.2

Sous secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 11th day of April, 1908, incorporating Messrs. Rowland James Smith, merchant, Isaac Hibbert, merchant, Robert Henry Arthur, buyer, of the city of Montreal, Gilbert Reeves and Charles William Louth, herdsmen, of the town of Outremont, for the following purposes : to raise, prepare, keep cattle, pork, hogs, poultry and live stock of any description ; to buy and sell same ; to prepare meat of same in packages, tins or otherwise for export or home market, and in general to do the trade of raising, buying or selling live stock of any kind or description.

To acquire, rent or buy any farms or buildings suitable and necessary for the above purposes.

To buy, acquire the property, moveable or immoveable of Rowland James Smith, merchant, suitable or necessary for the said business and pay the same with fully paid up shares, under the name of "The Montreal Hog Feeding Company," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the provincial secretary, this twenty first day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,

1708

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1908, incorporating Messrs. Alfred Eugène Damase Labelle, trader, Paul Arthur Côté, journalist, Rodolphe Bédard, accountant, Georges Etienne Beauchamp, physician, and Henri Thomas Scott, professor, all of the city of Montreal, for the following purpose, namely : to facilitate the expansion of gymnastics in the province of Quebec, in schools or private institutions, by the name of "La Société Nationale de Gymnastique" with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into two hundred (200) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty third day of April, 1908.

JOS. BOIVIN,

1730

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first of April, 1908, incorporating Messrs. Joseph D. E. Mayrand and Joseph G. Giguère, merchants, of the town of Maisonneuve, Philippe Dorval, advocate, Léon Mercier, gentleman, and Alfred Laporte, merchant, all three of the city of Montreal, for the following purposes, namely : to buy, sell, trade wholesale and retail in coal and wood, grain, hay, straw, bran, of all kinds, to buy and sell trading establishments of the same kind, to buy or lease motive power to work machines for sawing and splitting fire-wood.

To buy, own, sell, lease, mortgage immoveable properties and to execute deeds therefor.

To build storehouses and other buildings necessary for the aforesaid business.

To have and own all the powers necessary for the business above mentioned, by the name of "La Compagnie Giguère Mayrand," with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into nine hundred (900) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty first day of April, 1908.

JOS. BOIVIN,

1732

Deputy Provincial Secretary.

No 33-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Didace, dans le comté de Maskinongé, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Didace, les numéros 1a, 1b, 2a, 2b, 3a, 3b et 4; les Nos 17 et suivants jusqu'à 34 inclusivement, du 1er rang de Peterborough; les Nos 6 et suivants jusqu'à 34 inclusivement du 2me rang de Peterborough; les Nos 12 et suivants jusqu'à 34 inclusivement du 3me rang de Peterborough; les Nos 1a, 1b, 2a, 2b, 2c, 2d, 3 et 4 de la concession sud-ouest Mandeville; les Nos 1 et suivants jusqu'à 7 inclusivement du rang D. N. E. Mandeville; les Nos 356 et suivants jusqu'à 363 inclusivement du rang du Lac-Long; les Nos 360 et suivants jusqu'à 363 inclusivement du rang des Seize; les Nos 460 et suivants jusqu'à 478 inclusivement du rang Sainte-Lucie; les Nos 451 et suivants jusqu'à 459 inclusivement du rang du Bois-franc; les Nos 665 et suivants jusqu'à 672 inclusivement de la concession Victoria; les Nos 656 et suivants jusqu'à 690 inclusivement de la concession du lac Deligny; les Nos 701, 702 et 703 de la concession nord-est du lac Mandeville; les Nos 723 et suivants jusqu'à 732 inclusivement du rang du Ruisseau-Mandeville, et d'annexer ces biens-fonds à la municipalité scolaire de Mandeville, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1908. 1723.2

Québec, 24 avril 1908.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de partie de la paroisse de Saint-Lucien, dans le comté de Drummond, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,

1689.2 Secrétaire de la province.

No 4010.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du canton Tessier, dans le comté de Matane, les biens-fonds ayant les numéros 1, 2 et 3, du premier rang du canton Tessier, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jérôme de Matane, dans le comté de Matane.

Cette délimitation, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1908. 1691.2

No 474-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Lac, dans le comté de Témiscouata, le territoire situé en arrière du 4e rang de la seigneurie du lac Témiscouata, borné au nord-ouest à la paroisse de Saint-Mathias de Cabano, à l'ouest à la municipalité scolaire de Saint-Eusèbe de Cabano, au nord-est à la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, et aux autres côtés, par les lignes sud et sud-ouest de la dite seigneurie du lac Témiscouata, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Eusèbe de Cabano, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1908. 1693.2

No. 33.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundary of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Didace, in the county of Maskinongé, the lots having on the official cadastre of the parish of Saint Didace, the numbers 1a, 1b, 2a, 2b, 3a, 3b and 4; the Nos. 17 and following to 34 inclusively of the 1st range of Peterborough; the Nos. 6 and following to 34 inclusively of the 2nd range of Peterborough; the Nos. 12 and following to 34 inclusively of the 3rd range of Peterborough; the Nos. 1a, 1b, 2a, 2b, 2c and 2d, 3 and 4 of the concession south west Mandeville; the Nos. 1 and following to 7 inclusively of range D, N. E. Mandeville; the Nos. 356 and following to 363 inclusively of the range of Lac Long; the Nos. 360 and following to 363 inclusively of the range des Seize, the Nos. 460 and following to 478 inclusively of the range Sainte-Lucie; the Nos. 451 and following to 459 inclusively of the range du Bois-franc; the Nos. 665 and following to 672 inclusively of the concession Victoria; the Nos. 656 and following to 690 inclusively of the concession of Lake Deligny; the Nos. 701, 702 and 703 of the north east concession of Lake Mandeville; the Nos. 723 and following to 732 inclusively of the range du Ruisseau Mandeville, and to annex these lots to the school municipality of Mandeville, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1908. 1724

Quebec, 24th April, 1908.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by the municipality of the part of the parish of Saint Lucien, county of Drummond, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,

1690 Provincial Secretary.

No. 4010.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to fix boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of the township Tessier, in the county of Matane, the lots having the numbers 1, 2 and 3, of the first range of the township Tessier, and to annex them to the school municipality of Saint Jérôme de Matane, in the county of Matane.

This change of limits, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1908. 1692

No. 474-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to fix boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Notre Dame du Lac, in the county of Témiscouata, the territory situated in rear of the 4th range of the seigniorie of Lake Témiscouata, bounded on the north west by the parish of Saint Mathias de Cabano, on the west by the school municipality of Saint Eusèbe de Cabano, on the north east by the parish of Notre Dame du Lac, and on the other sides by the south and south west lines of the said seigniorie of Lake Témiscouata, and to annex this territory to the school municipality of Saint Eusèbe de Cabano, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1908. 1694

Québec, 21 avril 1908.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Donald M. Rowat, écuyer, notaire public, pratiquant et résidant en la ville de Richmond, comté de Richmond, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Charles P. Cleveland, en son vivant notaire public, du même endroit; de Eugène Sicotte, notaire public, autrefois résidant et pratiquant au même endroit, et qui a cessé de pratiquer, et de feu Siméon Fraser, en son vivant notaire public, du même endroit, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.
1641 5

Québec, 8 avril 1908.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J.-A. Nadeau, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville d'Iberville, comté et district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu J.-O. Pion, en son vivant notaire public, de la paroisse de Saint-Gregoire le Grand comté et district susdit, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY
Secrétaire de la province.
1507.3

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition,

Québec 21st April, 1908.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec, by Donald M. Rowat, esquire, notary public, practising and residing in the town of Richmond, county of Richmond, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Charles P. Cleveland, in his lifetime notary public, of the same place; of Eugene Sicotte, notary public, formerly residing and practising at the same place, and who has ceased to practice, and of the late Siméon Fraser, in his lifetime notary public, of the same place, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.
1642

Québec, 8th April, 1908.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by J.-A. Nadeau, esquire, notary public, practising and residing in the town of Iberville, county and district of Iberville, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late J. O. Pion, in his lifetime notary public, of the parish of Saint-Gregoire le Grand, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.
1508

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall

devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors d'une seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être u pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

C. L. O.

1039

G. C.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoir, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins

1040

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the

autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spécial et de rigueur, que des dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

1041

Greffier de l'Assemblée Législative.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

1042

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Le 18 juin 1908, à Ottawa, "The Dominion Express Co." vendra les effets non réclamés qui ont été en mains dans les divisions Est et Atlantique depuis avant le 1er juin 1907.

Voir les listes imprimées pour plus d'informations.

1807 W. S. STOUT,
Président et gérant général.

Province de Québec, }
District de Québec. }

Nous soussignés, Joseph Hercule Dansereau, marchand de bois, et Dame Marie Rachel Chagnon, tous deux de la cité de Montréal, Louis Philorum Lazure, marchand, Dame Marie Olivine Chagnon, et Pierre Napoléon Lazure, cultivateur, tous trois de Saint-Rémi, étant les seuls actionnaires de "La Compagnie à bois Jacques-Cartier", corps politique et incorporé par lettres patentes sous le grand sceau de la province de Québec, en date du vingt-trois mai mil neuf cent deux, enregistrées le deux juin de la même année, ayant sa principale place d'affaires dans le village de Pont-Rouge, dans le district de Québec, donnons, par les présentes, avis :

Qu'à une assemblée des soussignés, tenue le trois avril courant, la compagnie susdite a été d'un commun accord, dissoute, et que M. Joseph Hercule Dansereau, marchand de bois, de la cité de Montréal, a été chargé de la liquidation de ses affaires.

J. H. DANSERAU,
MARIE RACHEL CHAGNON,
P. NAPOLEON LAZURE,
OLIVINE CHAGNON,
L. P. LAZURE.

Montréal, 21 avril 1908. 1815

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure*
No 2197.

Dame Flore Langlais, de Chicoutimi, épouse de Joseph Néron, hôtelier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Néron, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

L. ALAIN,
Procureur de la demanderesse.

Chicoutimi, 30 avril 1908. 1799

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2271.

Dame Alma Boivin, épouse commune en biens de Jules Marsan dit Lapierre, verrier, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jules Marsan dit Lapierre, verrier, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8 avril 1908.

D. A. LAFORTUNE,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 21 avril 1908. 1831

Cour Supérieure.—Beauce.
No. 867.

Marie-Anne Gilbert, du village de Saint-Joseph de Beauce, épouse commune en biens de Alphonse Poulin, du même lieu, charron ; vs le dit Alphonse Poulin.

La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

LETELLIER & BOUFFARD,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 1er mai 1908. 1805

Miscellaneous Notices

On June, 18th, 1908, at Ottawa, the Dominion Express Co. will sell unclaimed shipments, which have been on hand in the Eastern and Atlantic Divisions since previous to June 1st, 1907.

See printed lists for further particulars.

1808 W. S. STOUT,
President and general manager.

Province of Quebec, }
District of Quebec. }

We the undersigned, Joseph Hercule Dansereau, lumber merchant, and Dame Marie Rachel Chagnon, both of the city of Montreal, Louis Philorum Lazure, merchant, Dame Marie Olivine Chagnon, and Pierre Napoleon Lazure, farmer, all three of Saint Remi, being the sole shareholders of "La Compagnie à Bois Jacques Cartier", a body politic, incorporated by letters patent under the great seal of the province of Quebec, dated the twenty third of May, one thousand nine hundred and two, registered on the second of June, of the same year, having its chief place of business in the village of Pont Rouge, in the district of Quebec, hereby give notice :

That at a meeting of the undersigned, held on the third of April instant, the aforesaid company was unanimously dissolved, and that Mr. Joseph Hercule Dansereau, lumber merchant, of the city of Montreal, was entrusted with the liquidation of its business.

J. H. DANSERAU,
MARIE RACHEL CHAGNON,
P. NAPOLEON LAZURE,
OLIVINE CHAGNON,
L. P. LAZURE.

Montreal, 21st April, 1908. 1816

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
No 2197.

Dame Flore Langlais, of Chicoutimi, wife of Joseph Néron, hotel-keeper, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Néron, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

L. ALAIN,
Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 30th April, 1908. 1800

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2271.

Dame Alma Boivin, wife common as to property of Jules Marsan dit Lapierre, glass worker, of the city and district of Montreal, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Jules Marsan dit Lapierre, glass worker, of the same place, Defendant.
A suit for separation of property has been brought in this cause, on the 8th of April, 1908.

D. A. LAFORTUNE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 21st April, 1908. 1832

Superior Court.—Beauce.
No. 867.

Marie-Anne Gilbert, of the village of Saint Joseph de Beauce, wife common as to property of Alphonse Poulin, of the same place, wheelwright ; vs the said Alphonse Poulin.

The plaintiff has, this day, brought a suit for separation of property against the defendant.

LETELLIER & BOUFFARD,
Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 1st May, 1908. 1806

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER QUEBEC
CENTRAL.

Vente par encan de fret et de bagage non-réclamés.

La compagnie du chemin de fer Québec Central donne avis par le présent qu'elle vendra par encan public, dans l'hangar de "The Modern Bedstead Company," vis-à-vis son hangar de fret, Sherbrooke, P. Q., mercredi, le 24 juin 1908, à dix heures de l'avant-midi, une quantité de machines, meubles et autres articles.

J. H. WALSH,
Gérant général,
1861

Sherbrooke, 6 mai 1908.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2713.

Dame Marie Louisa Desjardins, épouse commune en biens de Paul Nelson David, peintre, de la ville de Saint-Louis, dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit David, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 5 mai 1908. 1833

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2364

Dame Hannah Cohen, épouse commune en biens de Jacob Lazarus, marchand de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jacob Lazarus, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le vingt-troisième jour d'avril 1908.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 25 avril 1908. 1713-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 654.

Dame Hannah Shapiro, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Nathan Sloves, du même lieu, bijoutier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Nathan Sloves, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le vingt-troisième jour d'avril 1908.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 25 avril 1908. 1715.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 3325.

Dame Scphronie Legendre, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Louis Dumont, entrepreneur, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Joseph Louis Dumont, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, en cette cour, le 10ème jour de décembre 1907.

J. ADELARD OUMET,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 16 avril 1908. 1659.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 537.

Georgianna Martin, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Léon Mercier, propriétaire de pools, tous deux de la cité et du district de Mont-

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

Auction sale of unclaimed freight and baggage.

The Quebec Central Railway Company hereby give notice that they will sell by public auction, at the Modern Bedstead Company's warehouse, opposite their freight shed, Sherbrooke, P. Q., on Wednesday, 24th June, 1908, at ten o'clock in the forenoon, a quantity of machinery, household effects and other sundries.

J. H. WALSH,
General manager.
1962

Sherbrooke, 6th May, 1908.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2713

Dame Marie Louisa Desjardins, wife common as to property of Paul Nelson David, painter, of the town of Saint Louis, said district, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said David, Defendant.
The plaintiff has brought against the defendant, this day, a suit for separation as to property.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 5th May, 1908. 1834

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2364.

Dame Hannah Cohen, wife common as to property of Jacob Lazarus, merchant, of Montreal, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Jacob Lazarus, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this twenty-third day of April, 1908.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 25th April, 1908. 1714

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 654.

Dame Hannah Shapiro, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Nathan Sloves, of the same place, jeweller, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Nathan Sloves, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this twenty-third day of April, 1908.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 25th April, 1908. 1716

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3325.

Dame Scphronie Legendre, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Louis Dumont, contractor, of the city and district of Montreal, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

Joseph Louis Dumont, Defendant.
The plaintiff has brought, on the 10th December, 1907, against the defendant, a suit for separation of property.

J. ADELARD OUMET,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 16th April, 1908. 1660

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 537.

Georgianna Martin, duly authorized to ester en justice, wife of Léon Mercier, owner of pool rooms, both of the city and district of Montreal, has, this

réal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre le dit Léon Mercier.

PHILIPPE DORVAL,

Procureur de la demanderesse.
Montréal, 2 avril 1908. 1485-5

Dame Anaïs Leblanc, épouse de Napoléon Pelletier, de la ville de Fraserville, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari, sous le No 3963 des dossiers de la cour supérieure du district de Kamouraska.

W. A. POTVIN,

Avocat de la demanderesse.
Fraserville, 4 avril 1908. 1539-5

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 88.

Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, par Dame Eliza Blanchette, épouse commune en biens de Amédée Lavigne, charretier, de Daveluyville, contre son dit époux.

WALSH & POISSON,

Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 31 mars 1908. 1633-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No. 1336.

Dame Catherine Logan, des cité et district de Montréal, épouse de Frank N. Mullin, du même lieu, épicière, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Frank N. Mullin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée devant cette cour par la demanderesse contre le défendeur, le 31 mars dernier, 1908.

BARNARD & DESSAULLES,

Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 4 avril 1908. 1479-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2247.

Dame Marie Louise Daigneault, épouse de Théophile Gauthier, du Boulevard Saint-Paul, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Théophile Gauthier, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8e jour d'avril 1908.

RAOUL GUILBAULT,

Avocat de la demanderesse.
Montréal, 8 avril 1908. 1679-3

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 1845.

Dame Georgiana Noël, épouse de James Hanley, charretier, dûment autorisée à ester en justice Demanderesse ;

vs

Le dit James Hanley, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16ème jour d'avril 1908.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,

Procureurs de la demanderesse.
Québec, 20 avril 1908 1685-3

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 588.

Dame Virginie Lapointe, a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, son époux, Ludger Duchesneau, commerçant, tous deux de la paroisse de Saint-Adelphe.

METHOT, COMEAU & OGDEN,

Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 29 avril 1908. 1765-2

day, sued the said Léon Mercier for separation as to property.

PHILIPPE DORVAL,

Attorney for plaintiff.
Montreal, 2nd April, 1908. 1486

Dame Anaïs Leblanc, wife of Napoléon Pelletier, of the town of Fraserville, has taken, to day, an action for separation as to property against her husband, under No 3963, of the records of the superior court, district of Kamouraska.

W. A. POTVIN,

Attorney for plaintiff.
Fraserville, 4th April, 1908. 1540

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court*
No. 88.

An action for separation of property has been instituted, this day, by Dame Eliza Blanchette, wife common as to property of Amédée Lavigne, carter, of Daveluyville, against his said husband.

WALSH & POISSON,

Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 31st March, 1908. 1634

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1336.

Dame Catherine Logan, of the city and district of Montreal, wife of Frank N. Mullin, of the same place, grocer, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Frank N. Mullin, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted herein on the 31st of March last, 1908.

BARNARD & DESSAULLES,

Attorneys for plaintiff.
Montreal, 4th April, 1908. 1480

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2247.

Dame Marie Louise Daigneault, wife of Théophile Gauthier, of Boulevard Saint Paul, district of Montreal, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

Théophile Gauthier, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted on 8th day of April, 1908.

RAOUL GUILBAULT,

Attorney for plaintiff.
Montreal, 8th April, 1908. 1680

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1845.

Dame Georgiana Noel, wife of James Hanley, carter, duly authorized to appear in judicial proceeding, Plaintiff ;

vs

The said James Hanley, Defendant.
A suit for separation of property has been brought in this cause, on the 16th day of April, 1908.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,

Attorneys for plaintiff.
Quebec, 20th April, 1908. 1686

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 588.

Dame Virginie Lapointe, has, this day, brought a suit for separation of property against her husband, Ludger Duchesneau, trader, both of the parish of Saint Adelphe.

METHOT, COMEAU & OGDEN,

Attorneys for plaintiff
Three Rivers, 29th April, 1908. 1766

Avis est par le présent donné que La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Aimé, comté de Richelieu, s'étant conformée aux dispositions de la loi, est constituée en corps politique et incorporé en vertu de la section 18, chapitre 3, titre 11, des Statuts refondus de la province de Québec.

BASILE GIGUERE,

Secrétaire.

Saint-Aimé, 25 avril 1908.

1753.2

Montreal, 28 avril 1908.

Les actionnaires de la Société d'Administration Générale sont convoqués en assemblée générale spéciale pour le 27 mai prochain, à midi, au numéro 30, rue Saint-Jacques, dans l'édifice du Crédit Foncier Franco-Canadien. Objet de l'assemblée :

- 1° Augmentation du capital social à \$1,000,000.
- 2° Sanction du règlement portant à douze le nombre des directeurs.
- 3° Election de trois directeurs.

1749.2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de American Dressing Co., Montréal, Faillie.

Avis est le présent donné que, le 14e jour de mai, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens de la dite faillie, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées devant moi sous trente jours de cet avis.

JOHN McD. HAINS,

Curateur.

Bâtisses Fraser, 43, rue St-Sacrement, Montréal.
Montréal, 4 mai 1908.

1813

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure*
No 177.

Dans l'affaire de Chas. E. Rhicard, hôtelier, Foster Station, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que, le 1er jour de mai 1908, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites devant moi sous un mois de cette date.

J. O. MASSE,

Curateur.

Waterloo, P. Q.

1803

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de Ephrem Favreau, restaurateur, de la cité de Montréal, Faillie.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, en date du 4e jour de mai 1908, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous trente jours pour être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 4 mai 1908.

1857

District d'Iberville.

Delle Louise Roy, de la ville de Saint-Jean, marchande, a, le 2 mai 1908, fait cession de ses biens

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the municipality of the parish of Saint Aimé, county of Richelieu, having complied with the provisions of the law, is constituted a body politic and incorporated, under section 18, chapter 3, title 11, of the revised statutes of the province of Quebec.

BASILE GIGUERE,

Secretary.

Saint Aimé, 25th April, 1908.

1754

Montreal, 28th April, 1908.

The shareholders of "La Société d'Administration Générale" are notified of a special general meeting for the 27th of May next, at noon, at number 30, Saint James street, in the "Crédit Foncier Franco-Canadien" building. Object of the meeting :

1. Increase of the capital stock to \$1,000,000.
2. Approval of the by-law fixing the number of the directors at twelve.
3. Election of three directors.

1750

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of American Dressing Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 14th day of May, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, abandoned by them for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,

Curator.

Fraser Buildings, 43, Saint Sacrament street.
Montreal, 4th May, 1908.

1814

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 177.

In the matter of Chas. E. Rhicard, hotelkeeper, Foster Station, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 1st day of May, 1908, by order of the court, I have been appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within one month from this date.

J. O. MASSE,

Curator.

Waterloo, P. Q.

1804

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of Ephrem Favreau, restaurant keeper, of the city of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was, on the 4th day of May instant, appointed curator to the property of the above named, who made an assignment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within thirty days to ensure their collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 4th May, 1908.

1858

District of Iberville.

Miss Louise Roy, of the town of Saint Johns, merchant, has, on the 2nd of May, 1908, made a judi-

pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district d'Iberville, conformément à la loi.

C. H. BEAUCHEMIN,
Gardien provisoire.

1865

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 45.

Dans l'affaire de C. Alcide Papineau, Saint-Jean, P. Q., Failli.
Avis est donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 26 mai 1908, date après laquelle les dividendes seront payable à mon bureau.

C. H. BEAUCHEMIN,
Curateur.

Bureau : 12, rue Saint-Jacques.
Saint-Jean, 6 mai 1908.

1863

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

In re J. Adhemar Mathieu, Montcerf, P. Q., Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 mai 1908, et après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 5 mai 1908.

1827

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

In re Herménégilde Lacerte, Shawinigan Falls, P. Q., Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 mai 1908, et après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 5 mai 1908.

1829

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

In re Louis Poudrier, Saint-Emile de Montcalm, P. Q., Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 24^e jour de mai 1908, j'ai été nommé par ordre de la cour, curateurs aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 5 mai 1908.

1825

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 94.

In re Antonin Chartrand, commerçant, de la cité de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, le 28 avril 1908.

D. J. RATTRAY,
Gardien provisoire.

1849

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 389.

In re Jules Leduc, marchand, Shawinigan Falls, Failli.

Avis est donné que, le 6^e jour de mai 1908, le sus-nommé a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du

prothonotaire de la cour supérieure du district d'Iberville, conformément à la loi.

C. H. BEAUCHEMIN,
Provisional guardian.

1866

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 45.

In the matter of C. Alcide Papineau, Saint John's, P. Q., Insolvent.

Notice is given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 26th May, 1908, after which date dividends will be payable at my office.

C. H. BEAUCHEMIN,
Curator.

Office : 12, Saint James street.
Saint John's, 6th May, 1908.

1864

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*

In re J. Adhemar Mathieu, Montcerf, P. Q., Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 25th May, 1908, and after which date dividends will be payable at my office.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : 99, Saint James street.
Montreal, 5th May, 1908.

1828

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

In re Herménégilde Lacerte, Shawinigan Falls, P. Q., Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 25th May, 1908, and after which date dividends will be payable at my office.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : 99, Saint James street.
Montreal, 5th May, 1908.

1830

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*

In re Louis Poudrier, Saint Emile de Montcalm, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 24th day of May, 1908, by ordonnance of the court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : 99, Saint James street.
Montreal, 5th May, 1908.

1826

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 94.

In re Antonin Chartrand, of the city of Montreal, trader, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, à Montréal, on the 28th of April, 1908, according to law.

D. J. RATTRAY,
Provisional guardian.

1850

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 389.

In re Jules Leduc, marchand, Shawinigan Falls, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 6th day of May, 1908, the above named has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his

protonotaire du district de Trois-Rivières, conformément à la loi.

A. LAMARCHE,
Gardien provisoire.
1875

Montréal, 6 mai 1908.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Domina Martin, hôtelier, de Laprairie, Qué.,
Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 19^e jour de mai 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No. 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 6 mai 1908. 1859

En Liquidation

Province de Québec, }
District de Montréal. }

The New York Silk Waist Manufacturing Company, Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, dans la dite province, En liquidation volontaire.

A une assemblée spéciale générale des actionnaires de "The New York Silk Waist Company Limited, tenue conformément à l'avis du 24^e jour d'avril 1908, au No 204, rue Saint-Jacques, dans la dite cité de Montréal, à trois heures p. m., étaient présents I. S. Goldstein, représentant une action, M. J. S. Leo, représentant 147 actions et étant le porteur d'une procuration pour Dame J. S. Leo, représentant une action, en tout formant une représentation de 149 actions d'un total de 150 actions.

Une résolution des directeurs de la dite compagnie passée le 24^e jour d'avril 1908, en assemblée convoquée, déclarant qu'il est à propos que la compagnie soit liquidée volontairement a été soumise aux actionnaires, et il a été proposé par M. J. S. Leo, secondé par M. Goldstein, et résolu : que la dite compagnie soit liquidée volontairement et dissoute, et que le dit M. J. S. Leo soit nommé liquidateur avec plein pouvoir de prendre possession et distribuer tous les biens de la compagnie, et de faire et exécuter tous les actes et choses nécessaires pour liquider les affaires de la dite compagnie, le tout tel que pourvu par la loi.

L'assemblée a alors ajournée.

Je certifie par le présent que la copie de la résolution passée à l'assemblée spéciale générale des actionnaires de "The New York Silk Waist Manufacturing Company", tenue le 24^e jour d'avril 1908, au No 204, rue Saint-Jacques, Montréal, est un vrai extrait des minutes de la dite assemblée telle qu'enregistrée.

1801 J. S. LEO,
Secrétaire-trésorier.

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No. 3580.

Rimouski, 23 avril 1908.

Dame Eugène Lavoie, du Bic, Demanderesse ;

vs

Joseph A. Levasseur, du même lieu, Défendeur ;

et

a Banque Nationale, Réclamante,

creditors, at the protonotary's office for the district of Three Rivers, according to law.

A. LAMARCHE,
Provisional guardian.
1876

Montreal, 6th May, 1908.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Domina Martin, hotel keeper, of Laprairie,
Que., Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet is prepared and will be payable at my office, on or after the 19th day of May, 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 6th May, 1908. 1860

In Liquidation

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

The New York Silk Waist Manufacturing Company, Limited, a body politic and corporate, having its head office and chief place of business in the city and district of Montreal, in said province, In voluntary liquidation.

At a special general meeting of the shareholders of the New York Silk Waist Company, Limited, held pursuant to notice, on the 24th day of April, 1908, at 204, Saint James street, at said city of Montreal, at three thirty p. m., there were present, Mr. I. S. Goldstein, representing one share, Mr. J. S. Leo, representing 147 shares, and being the holder of a proxy for Mrs. J. S. Leo, representing one share, in all there being a representation of 149 shares, out of a total of 150 shares.

A resolution of the directors of the said company passed the 24th day of April, 1908, in meeting assembled, declaring it to be expedient that the company should be wound up voluntarily was submitted to the shareholders, and it was moved by Mr. J. S. Leo, seconded by Mr. Goldstein, and resolved : that the said company be wound up voluntarily and dissolved and that the said Mr. J. S. Leo be appointed liquidator with full power to take possession of and distribute all assets of the company, and to do and execute all acts and things necessary for winding up the affairs of the said company, the whole as provided by law.

The meeting then adjourned.

I hereby certify copy of the resolution passed at the special general meeting of the shareholders of the New York Silk Waist Manufacturing Company, held on the 24th day of April, 1908, at 204, Saint James street, Montreal, is a true extract from the minutes of the said meeting as recorded.

1802 J. S. LEO,
Secretary treasurer

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 3580.

Rimouski, 23rd April, 1908.

Dame Eugène Lavoie, of Bic, Plaintiff ;

vs

Joseph A. Levasseur, of the same place, Defendant ;

and

La Banque Nationale, Claimant.

Vu la motion de la réclamante alléguant l'insolvabilité du défendeur.

Vu l'absence du juge et l'urgence.

Ordre est donné aux créanciers du défendeur, J. A. Levasseur, de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la première publication de cette ordonnance.

LETENDRE & CHAMBERLAND,

P. C. S.

Fiset, Tessier & Tessier,
Procureurs de la réclamante.

1695, 2

Seeing the motion of the claim alleging the insolvency of the defendant.

Seeing the absence of the judge and the urgency of the case.

Order is given to the creditors of the defendant, J. A. Levasseur, to file their claims within fifteen days from the first publication of this notice.

LETENDRE & CHAMBERLAND,

P. S. C.

Fiset, Tessier & Tessier,
Attorneys for claimant.

1696

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Arthabaska, à savoir : } CHARLES MORASSE
No 516. } C BEAUBIEN ET AL,
banquiers, Demandeurs ; contre JOSEPH LA-
FLEUR ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant à Jos. Lafleur :

1° Un emplacement dans le premier rang du canton de Bulstrode, étant le lot numéro quarante et un et soixante-dix (41-70), de la subdivision du numéro quarante et un (41), du cadastre pour le dit canton de Bulstrode, et contenant soixante pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement dans le premier rang du canton de Bulstrode, étant la moitié sud en largeur et longueur du lot numéro quarante et un-soixante et onze (41-71), du cadastre officiel, contenant soixante pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le DIXIEME jour de JUIN prochain, 1908, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 6 mai 1908.

Shérif.
1819

[Première publication, 9 mai 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH GOUIN, De-
No. 135. } mandeur ; contre LES
HERITIERS de feu Trefflé Laliberté, en son vi-
vant boucher et marchand de poissons, de Warwick,
Défendeurs.

Un terrain portant le numéro cent quatre-vingt-un (181), du cadastre officiel pour le canton de Warwick—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard de Warwick, le DOUZIEME jour de JUIN prochain, 1908, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 7 mai 1908

Shérif.
1841

[Première publication, 9 mai 1908.]

MANDAT DU CURATEUR

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } IN RE JOSEPH LA-
No 212. } PIERRE, failli ; et V.
L. COLLETTE, curateur.

1° Un lopin de terre étant la moitié sud est de la moitié sud-est du lot dix-huit (18), du treizième rang du canton de Grantham, de la contenance d'environ deux arpents et un quart de largeur sur

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Arthabaska, to wit : } CHARLES MORASSE
No. 516. } C BEAUBIEN ET AL,
bankers, Plaintiffs ; against JOSEPH LAFLEUR
ET AL, Defendants.

As belonging to Jos. Lafleur :

1. An emplacement in the first range of the township of Bulstrode, being lot number forty one and seventy (41-70) of the subdivision of number forty one (41), of official cadastre for said township of Bulstrode, and containing sixty feet in front by one hundred and fifty feet in depth, more or less, english measure—with the buildings thereon erected.

2. An emplacement in the first range of the township of Bulstrode, being the south half in width and length of lot number forty one, seventy one (41-71), of official cadastre, containing sixty feet in front by one hundred and fifty feet in depth, more or less english measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne du Sault, on the TENTH day of JUNE next, 1908, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,
Arthabaska, 6 h May, 1908.

Sheriff.
1820

[First published, 9th May, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } JOSEPH GOUIN, Plaintiff ;
No. 135. } J against THE HEIRS of
the late Trefflé Laliberté, in his lifetime butcher
and fish seller, of Warwick, Defendants.

A piece of land bearing number one hundred and eighty one (181), of official cadastre for the township of Warwick—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Médard of Warwick, on the TWELFTH day of JUNE next, 1908, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,
Arthabaska, 7th May, 1908.

Sheriff.
1842

[First published, 9th May, 1908.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } IN RE JOSEPH LA-
No. 212. } PIERRE, insolvent, and
V. L. COLLETTE, curator.

1. A piece of land being the south east half of the south east half of lot number eighteen (18), in the thirteenth range of the township of Grantham, containing about two and a quarter arpents in

vingt-huit arpents environ de profondeur; tenant derrière au cordon qui répare la partie dite du "Vide", d'un côté vers le nord-est à la route du treizième rang, et de l'autre côté vers le sud-ouest, partie à l'emplacement de Dame Bonin et à celui de Pierre Forcier; moins les emplacements concédés. La dite terre, moins les emplacements concédés, est maintenant connue et désignée comme portant le numéro mille quatre cent vingt-quatre (1424), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Grantham.

2° Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Eugène de Grantham, de la contenance de cent pieds de largeur sur la profondeur de cent vingt pieds, mesure anglaise; borné en front par une rue du village de Saint-Eugène, en arrière par une route, d'un côté Adolphe Marcotte, et de l'autre côté Rév. Jos. Forcier, maintenant connu et désigné comme étant le lot de terre portant les numéros quatorze cent trente et quatorze cent trente un (Nos 1430 et 1431), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton Grantham.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eugène de Grantham, le DIX NEUVIÈME jour de Mai prochain, 1908, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 15 avril 1908. 1547.2
[Première publication, 18 avril 1908].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska
Arthabaska, à savoir : } EUGENE CREPEAU,
No 31. } écriv. C. R., Deman-
deur; contre SAM. NORMAND, Défendeur.

La moitié sud-ouest du lot numéro quinze, du septième rang du canton de Warwick, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Warwick, sous les numéros huit cent et huit cent un (800 et 801), contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, droits de mines réservés en faveur de la "British American Land Co."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Albert de Warwick, le VINGT-UNIÈME jour de Mai prochain 1908, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 15 avril 1908. 1571.2
[Première publication, 18 avril 1908].

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } JOSEPH ONILE ALIAS OVI-
No. 733. } DE POMERLEAU. De-
mandeur saisi; vs THOMAS MALCOLM CRAIG,
Défendeur saisissant.

1° Le lot numéro dix-huit (18), du deuxième rang du canton de Spaulding, d'après le plan cadastral pour le dit canton, sauf les droits de MM. Howard & Craig sur le bois mou se trouvant sur le dit lot—circonstances et dépendances.

2° Un emplacement de cent pieds de longueur par cinquante pieds de largeur, à être pris et détaché de l'extrémité nord du lot numéro dix sept, dans le quatrième rang du canton de Spaulding, d'après le plan cadastral pour le dit canton; et borné au nord-est par le chemin public, au sud-est par le terrain de Téléphore Martin ou ses représentants, et des deux

width by about twenty eight arpents in depth bounded in the rear by the division line between part known as "Vide", on one side towards the north east to the thirteenth range road, and on the other side towards south east, partly to the emplacement of Mrs. Bonin and partly to the one belonging to Pierre Forcier, save the emplacements conceded. Said land, less said emplacements conceded, being now known under number fourteen hundred and twenty four (1424), of official cadastre for said township of Grantham.

2. A piece of land or emplacement situate in the parish of Saint Eugène of Grantham, containing one hundred feet in width by one hundred and twenty feet in depth, english measure; bounded in front by a street of the village of Saint Eugène, in the rear by a road, on one side by Adolphe Marcotte, and on the other side by Rev. Jos. Forcier, now known as being lot of land numbers fourteen hundred and thirty and fourteen hundred and thirty one (Nos. 1430 and 1431), of official cadastre for said township of Grantham.

To be sold at the parochial church door of Saint Eugène of Grantham, on the NINETEENTH day of MAY next, 1908, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 15th April, 1908. 1548
[First published, 18th April, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska,
Arthabaska to wit: } EUGENE CREPEAU, esq.,
No. 31. } advocate, K. C. Plaintiff;
against SAM. NORMAND, Defendant.

The south west half of lot number fifteen, in the seventh range of the township of Warwick, known and described on the official cadastre for the township of Warwick, under numbers eight hundred and eight hundred and one (800 and 801), containing one hundred acres of land in superficies, more or less—with buildings thereon erected rights of mines reserved in favor of the British American Land Co.

To be sold at the parochial church door of Saint Albert of Warwick, on the TWENTY FIRST day of MAY next, 1908, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 15th April 1908. 1572
[First published, 18th April, 1908.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit: } JOSEPH ONILE ALIAS OVIDE
No. 733. } POMERLEAU, Plaintiff; vs
THOMAS MALCOLM CRAIG, Defendant seizing.

1. Lot number eighteen (18), of the second range of the township Spaulding, on the cadastral plan for the said township, reserving the rights of Messrs. Howard & Craig in the soft wood found on the said lot—circumstances and dependencies.

2. A lot of one hundred feet in length by fifty feet in width, to be taken off the north extremity of lot number seventeen, in the fourth range of the township of Spaulding, according to the cadastral plan for the said township; and bounded on the north east by the public road, on the south east by the land of Téléphore Martin or his represen-

autres côtés par le terrain de Georges Grenier ou ses représentants—avec bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hubert de Spaulding, le NEUVIÈME jour de JUIN prochain, 1908, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 5 mai 1908.

1847

[Première publication, 9 mai 1908.]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } ALPHONSE POULIN, No 793. } A failli; et VITALELZEAR PARADIS, curateur.

Un emplacement situé en le village de Saint-Joseph de la Beauce, de la contenance de 66 pieds de front sur 77 pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front, au nord-ouest à une rue, en arrière à Dame veuve Félix Legendre, joignant d'un côté au nord-est à Lucide Lessard, et de l'autre côté au sud-ouest à Joseph Poulin—avec maison, boutique y érigées, circonstances et dépendances, lequel terrain fait partie du numéro six cent dix-huit (618), du cadastre officiel de Saint-Joseph de Beauce; sujet à une rente foncière annuelle de dix piastres (\$10.00) payable à Lucide Lessard, de Saint-Joseph de Beauce.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en le village de Saint-Joseph de la Beauce, le ONZIÈME jour de JUIN prochain, 1908, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 5 mai 1908.

1845

[Première publication, 9 mai 1908.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **ACTES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } LA BANQUE NATIONALE, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, Demanderesse; contre LES HERITIERS de feu John Tremblay, fils d'Alexis, en son vivant du village de Sainte-Anne, décédé depuis moins de six mois, et JIMMY TREMBLAY, de Sainte-Anne, Défendeurs.

Immeubles de feu John Tremblay :

1° Tous les droits de propriété, de possession et tous autres droits quelconques que feu John Tremblay, fils d'Alexis, avait et a sur le lot numéro douze, du huitième rang du canton Simard, de cent acres en superficie, plus ou moins, suivant le cadastre officiel des dits canton et rang, compris entre le terrain de Joseph Tremblay (Alexis) du côté sud-est, et le terrain de Jean Bouchard du côté nord-ouest.

2° Un certain lopin de terre ou emplacement formant partie du lot de terre numéro trois, du premier rang ouest du canton Tremblay, au village de Sainte-Anne, de quatre-vingts pieds de profondeur; borné à l'est à un ruisseau passant entre la maison de Joseph Bouchard et celle érigée sur ce morceau de terre, mesurant en largeur au nord quarante et un pieds, à l'ouest quarante-cinq pieds au bout de la ligne servant de trait-carré à la profondeur du dit

tatives, and on the other two sides by the land of Georges Grenier or his representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Hubert de Spaulding, on the NINTH day of JUNE next, 1908, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 5th May, 1908.

1848

[First published, 9th May, 1908.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } ALPHONSE POULIN, in No 793. } A solvent; and VITALELZEAR PARADIS, curator.

A lot situate in the village of Saint-Joseph de la Beauce, containing 66 feet in front by 77 feet in depth, more or less; bounded in front, to the north west by a street, in rear by Mrs. widow Felix Legendre, on one side to the north east by Lucide Lessard, and on the other side to the south west by Joseph Poulin—with house, shop thereon erected, circumstances and dependencies, which lot forms part of lot number six hundred and eighteen (618) of the official cadastre of Saint Joseph de Beauce; subject to a yearly ground rent of ten dollars (\$10.00), payable to Lucide Lessard, of Saint Joseph de Beauce.

To be sold in the sheriff's office, in the court house, in the village of Saint Joseph de la Beauce, on the ELEVENTH day of JUNE next, 1908, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 5th May, 1908.

1846

[First published, 9th May, 1908.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } LA BANQUE NATIONALE, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business in the city of Quebec, Plaintiff; against THE HEIRS of the late John Tremblay, son of Alexis, in his lifetime of the village of Sainte-Anne, deceased within less than six months, and JIMMY TREMBLAY, of Sainte Anne, Defendants.

Immovables of the late John Tremblay :

1. All the rights of ownership possession and all other rights whatsoever that the late John Tremblay, son of Alexis, had and has on lot number twelve, of the eighth range of the township Simard, of one hundred acres in area, more or less, on the official cadastre of the said township and range, comprised between the lot of Joseph Tremblay (Alexis), on the south east side, and the lot of Jean Bouffard on the north west side.

2. A certain piece or lot of land forming part of the lot of land number three, of the first range west of the township Tremblay, in the village of Sainte Anne, of eighty feet in depth; bounded on the east by a creek passing between the house of Joseph Bouchard and that built on this piece of land, measuring in width on the north forty one feet, on the west forty five feet at the end of the line marking the division line (trait carré), in rear of

lopin de terre à se rendre jusqu'au côté est d'une glacière érigée sur icelui à trente-cinq pieds, plus ou moins, à partir du côté ouest de la dite glacière à se rendre jusqu'au chemin actuel, et vers le sud borné au dit chemin public actuel, sur une largeur de soixante et cinq pieds à partir du ruisseau sus-mentionné en courant vers l'ouest-avec ensemble maison et autres bâtisses dessus érigées; lequel lopin de terre est connu, suivant le cadastre officiel du village de Sainte-Anne, sous le numéro trente-cinq, du premier rang ouest du canton Tremblay, et droit au bail emphytéotique sur ce numéro.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Chicoutimi, à DIX heures de l'avant-midi, le DIXIEME jour du mois de JUIN prochain.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 5 mai 1908.

[Première publication, 9 mai 1908.]

O. BOSSE,

Shérif.
1843

the said lot of land and going to the east side of an ice house built thereon at thirty five feet, more or less, starting from the west side of the said ice house to the said actual public road, and towards the south bounded to the actual road, by a width of sixty five feet, starting from the creek above mentioned running towards the west — together with the house and other buildings thereon erected; which piece of land is known on the official cadastre of the village of Sainte Anne, as number thirty five, of the first range west of the township Tremblay, and right to the emphyteutic lease on this number.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Chicoutimi, at TEN o'clock in the forenoon, on the TENTH day of the month of JUNE next.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, 5th May, 1908

[First published, 9th May, 1908]

O. BOSSE,

Sheriff.
1844

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Canada.

Province de Québec,

District d'Iberville.

No 3541.

G EDEON LAPLANTE ET AL, Demandeurs; contre les terres et tenements de DAME ROSE EMELIE OUELLET, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Jean Adolphe Desjardins, des cité et district de Montréal, et le dit Jean Adolphe Desjardins pour autoriser son épouse à ester en justice, Défenderesse, savoir :

Un terrain situé dans la paroisse de Saint Edouard, dans le comté de Napierville, district d'Iberville, contenant environ onze arpents en superficie; borné en front par le chemin public de rang Lafrenière, en profondeur, par la rivière La Tortue, d'un côté par Alexandre Ouellet, et de l'autre côté par Alexandre Robert, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Edouard, comme partie du lot numéro quatre cent vingt-quatre (pt. No 424.)

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint Edouard susdite, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 6 mai 1908.

[Première publication, 9 mai 1908.]

LOUIS MAYRAND,

Shérif.
1839

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Canada,

Province of Québec,

District of Iberville,

No. 3541.

G EDEON LAPLANTE ET AL, Plaintiffs; against the lands and tenements of DAME ROSE EMELIE OUELLET, wife separated as to property by marriage contract of Jean Adolphe Desjardins, of the city and district of Montreal, and the said Jean Adolphe Desjardins to authorize his said wife to ester en justice, Defendant, to wit :

A piece of ground situated in the parish of Saint Edouard, in the district of Iberville, containing about eleven arpents in superficies; bounded in front by the public road of Lafrenière range, in depth by the river La Tortue, on one side by Alexandre Ouellet, and on the other side by Alexandre Robert, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Edouard, as part of the lot number four hundred and twenty four (pt. No. 424.)

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Edouard aforesaid, on the TENTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Saint John's, 6th May, 1908.

[First published, 9th May, 1908]

LOUIS MAYRAND,

Sheriff.
1840

Ventes par le Shérif—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir :

No 6405.

E USEBE SENECHAL, maître-boucher, de la ville de Fraserville, es qualité, Demandeur; contre DAME DEMERISE BECHARD, veuve de feu Joseph Courberon, père, ET AL, Défendeurs.

Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Ludger, de la ville de Fraserville, comté de Témiscouata,

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit :

No. 6405.

E USEBE SENECHAL, master butcher, of the town of Fraserville, es qualité, Plaintiff; against DAME DEMERISE BECHARD, widow of the late Joseph Courberon, senior, ET AL, Defendants.

A lot situate in the parish of Saint Ludger, of the town of Fraserville, county of Temiscouata, con-

couata, contenant environ sept mille cinq cents pieds en superficie; borné au sud-est au No 501, au sud-ouest aux Nos 504a et 504b, au nord-est au No 502, et au nord-ouest à Joseph Boucher, et connu et désigné comme faisant partie sud-est du numéro cinq cent trois (No 503), du cadastre de la dite ville de Fraserville—avec les bâtisses dessus construites; à la charge d'une rente foncière de deux piastres et demie par année, payable le premier octobre de chaque année, et due à William Fraser, de la dite ville de Fraserville.

Pour être vendu à mon bureau, à Fraserville, le ONZIEME jour de JUIN 1908, à DIX heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 5 mai 1908. 1821
[Première publication, 9 mai 1808.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure — District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir: } VICTOR LEMIEUX ET
No 2807. } JOSEPH EDMOND
LEMIEUX, de la cité de Québec, marchands, et y
faisant affaires comme marchands de fer en société,
sous la raison sociale de N. Lemieux & Fils,
Demandeurs; contre HIPPOLYTE CARON, de
la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges, des Trois-
Pistoles, Défendeur.

Une maison, une boutique et un hangar construits sur un emplacement situé sur le premier rang à l'ouest de la route de l'Eglise des Trois-Pistoles; borné à l'est à la route de l'Eglise, à l'ouest au premier fossé qui s'y rencontre, au nord à Ferdinand D'Amour ou son représentant, au sud à Pierre Denis, connu et désigné comme faisant partie du numéro deux cent trente-neuf a (239a) du cadastre de la dite paroisse de Trois-Pistoles—avec le droit au bail du dit emplacement, jusqu'à l'expiration du dit bail, en payant la rente du terrain à qui de droit.

Pour être vendus à la porte de l'église de la dite paroisse de Trois-Pistoles, le DOUZIEME jour de JUIN 1908, à DIX heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Fraserville, 6 mai 1908. 1853
[Première publication, 9 mai 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure — District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir: } A ME EUGENIE
No 3890. } LAPOINTE, de
la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, épouse com-
mune en biens de Joseph Tétu, du même lieu,
marchand, Demanderesse; contre le dit JOSEPH
TETU, Défendeur.

La moitié indivise d'un certain circuit de terre situé sur le premier rang de la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, contenant environ trois arpents et trois perches et treize pieds et demi de front sur environ deux arpents et demi de profondeur, le tout plus ou moins; borné au nord à Vincent Dumont, au sud à Etienne Lévesque, à l'est à la rivière Madawaska, et à l'ouest au chemin de fer Temiscouata; lequel terrain fait partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, sous le numéro quarante-un (41)—avec, en outre, le droit de passage à perpétuité sur la propriété du vendeur, Alfred L'Italien, pour communiquer du terrain sus-décrit au chemin neuf de Temiscouata; le dit chemin devant avoir quinze pieds de large et être clôturé sur les deux côtés par les acquéreurs.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Rose du Dégélé, le SEIZIEME jour de JUIN 1908, à DIX heures du matin.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 6 mai 1908. 1851
[Première publication, 9 mai 1908.]

taining about seven thousand five hundred feet in area; bounded on the south east by No. 501, on the south west by Nos. 504a and 504b, on the north east by No. 502, and on the north west by Joseph Boucher, and known and described as forming the south east part of number five hundred and three (No. 503), of the cadastre of the said town—with the buildings thereon erected; subject to the charge of a ground rent of two dollars and a half yearly, payable on the first of October of each year, and due to William Fraser, of the said town of Fraserville.

To be sold at my office, at Fraserville, on the ELEVENTH day of JUNE, 1908, at TEN of the clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 5th May, 1908. 1822
[First published, 9th May, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Kamouraska.

Fraserville, to wit: } VICTOR LEMIEUX &
No 2807. } JOSEPH EDMOND
LEMIEUX, of the city of Quebec, merchants, and
doing business there as hardware merchants in part-
nership, under the style and firm of N. Lemieux &
Fils, Plaintiffs; against HYPPOLITE CARON, of
the parish of Notre-Dame des Neiges des Trois Pis-
toles, Defendant.

A house, a shop, a hangard built on a lot situate in the first range on the west side of the route de l'Eglise of Trois Pistoles; bounded on the east by the route de l'Eglise, on the west by the first ditch met there, on the north by Ferdinand D'Amour, or his representative, on the south by Pierre Denis, known and described as forming part of the number two hundred and thirty nine a (239a), of the cadastre of the said parish of Trois Pistoles—with the right of lease of the said lot until the expiration of the said lease, on paying the rent of the ground to the person entitled thereto.

To be sold at the church door of the parish of Trois Pistoles, on the TWELFTH day of JUNE, 1908, at TEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 6th May, 1908. 1854
[First published, 9th May 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Kamouraska.

Fraserville, to wit: } A ME EUGENIE LA-
No 3890. } POINTE, of the parish
Sainte Rose du Dégélé, wife common as to prop-
erty of Joseph, Tétu, of the same place, merchant,
Plaintiff; against the said JOSEPH TETU, Defend-
ant.

The undivided half of a certain circuit of land situate in the first range of the parish of Sainte Rose du Dégélé, containing about three arpents three perches and thirteen feet and a half in front, by about two arpents and a half in depth, the whole more or less; bounded on the north by Vincent Dumont, on the south by Etienne Lévesque, on the east by the river Madawaska, and on the west by the Temiscouata railway; which land forms part of the lot known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte Rose du Dégélé, as number forty one (41)—with, moreover, the right of passage forever on the property of the seller, Alfred L. L'Italien, to lead from the lot above described, to the new Temiscouata road; said road to have fifteen feet in width and to be fenced in on both sides by the purchasers.

To be sold at the church door of the said parish of Sainte Rose du Dégélé, on the SIXTEENTH day of JUNE, 1908, at TEN of the clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville 6th May, 1908. 1852
[First published, 9th May, 1908.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } **LES COMMISSAIRES**
No 561. } **D'ECOLES POUR LA**
MUNICIPALITE SCOLAIRE D'HOHELAGA,
corporation légalement incorporée, ayant son principal bureau d'affaires au dit lieu d'Hochelaga, dans les cité et district de Montréal, Demandeurs ; contre les terres et tenements désignés dans la cédula A annexée au bref en cette cause, de **ALEX. GADOUA**, du même lieu, Défendeur.

Une propriété immobilière située en la cité de Montréal, dans le quartier d'Hochelaga ; bornée en front par la rue Davidson—avec circonstances et dépendances, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, comme étant le numéro six cent quatre-vingt-sept (687), de la subdivision officielle du lot numéro vingt-neuf (No 29), suivant le rôle d'évaluation de la cité de Montréal.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-UNIEME** jour de **MAI** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 14 avril 1908. 1615.2
[Première publication, 18 avril 1908.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **ARSENE GUITARD,**
No 1858. } **Demandeur ; vs CHARLES DESMARAIS ET AL,** Défendeurs.

Saisie comme appartenant au dit Charles Desmarais :

Cette partie du lot numéro deux cent dix-sept D (217D), dans le quartier numéro cinq, de la cité de Hull, conformément aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite cité ; et borné comme suit : au nord par partie du dit lot 217D, s'étendant 66 pieds de la rue Adelaide, appartenant à P. H. Durocher, à l'est par l'avenue Lorne, au sud par partie du dit lot, appartenant à un nommé Lafontaine, et à l'ouest par partie du dit lot, la propriété de P. H. Durocher, le dit lot contenant 66 pieds de front sur 99 pieds de profondeur—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue dans mon bureau, dans la cité de Hull, le **VINGTIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 13 avril 1908. 1617.2
[Première publication, 18 avril 1908.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE**
No. 561. } **SCHOOL MUNICIPALITY of Hochelaga**, a body politic and corporate, having its chief business office at Hochelaga aforesaid, in the city and district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements described in the schedule A annexed to the writ in this cause, of **ALEX. GADOUA**, of the same place, Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, in Hochelaga ward ; bounded in front by Davidson street—with circumstances and dependencies known and described on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, as being number six hundred and eighty seven (No. 687), of the official subdivision of lot number twenty nine (No. 29), according to the valuation roll of the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY FIRST** day of **MAY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 14th April, 1908. 1616
[First published, 18th April, 1908.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **ARSENE GUITARD,**
No. 1858. } **Plaintiff ; vs CHARLES DESMARAIS ET AL,** Defendants.

Seized as belonging to said Charles Desmarais :

That part of lot number two hundred and seventeen D (217 D), in the ward number five, of the city of Hull, according to the official plan and book of reference for said city ; and bounded as follows : to the north by part of said lot 217 D, extending 66 feet from Adelaide street, belonging to P. H. Durocher, to the east by Lorne avenue, to the south by part of said lot, belonging to one Lafontaine, and to the west by part of said lot, the property of P. H. Durocher, the said lot containing 66 feet frontage by 99 feet in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the **TWENTIETH** day of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 13th April, 1908. 1618
[First published, 18th April, 1908.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **M**OSALIE PARÉ ; contre
No 1001. } **A**LBERT DEFOY, à sa-
voir :

Le lot No 152 (cent cinquante deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Tite-des-Caps, étant une terre située concession Saint-Pierre—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite-des-Caps, comté Montmorency, le **DOUZIEME** jour de **JUIN** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

CHARLES LANGEIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 7 mai 1908. 1823
[Première publication, 9 mai 1908.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **A**NTOINE CARTIER, De-
No 4847. } mandeur ; vs **ADELARD**
OLICEUR, et Jos. Gédéon Larivière, curateur.

Un morceau de terre situé au village de **Masueville**, sur la rue Bonsecours, en la paroisse de Saint-Aimé, étant le lot numéro quatre cent dix (No 410), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Aimé, de la contenance de cinquante trois pieds de front sur deux cent seize pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées, avec aussi une machine à planer, une machine à corroyer, une scie à ruban, shaft et courroies.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci dessus désigné, saisi sur le défendeur en cette cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Aimé, le vingt-sept novembre dernier (1907), à **DIX** heures de l'avant-midi, aura lieu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Aimé le **VINGT-SIXIEME** jour du mois de **MAI** courant, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 5 mai 1908. 1855
[Première publication, 9 mai 1908.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **A**RTHUR PAQUIN,
No 254. } Demandeur ; contre
DAME LAURA DESAULNIERS ET AL, Défendeurs.

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **M**OSALIE PARÉ ; against
No. 1001. } **A**LBERT DEFOY, to wit :

Lot No. 152 (one hundred and fifty-two) of the official cadastre for the parish of Saint Tite des Caps, being a land situate in the concession Saint Pierre—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite des Caps, county of Montmorency, on the **TWELFTH** day of **JUNE** next, at **ONE** of the clock in the afternoon.

CHS LANGEIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 7th May, 1908. 1824
[First published, 9th May, 1908.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **A**NTOINE CARTIER, Plain-
No. 4847. } tiff ; vs **ADELARD JOLI-**
CCEUR, and Gédéon Larivière, curator.

A piece of land situate in the village of **Masueville**, on Bonsecours street, in the parish of Saint Aimé, being lot number four hundred and ten (410), of the official cadastre of the said parish of Saint Aimé, containing fifty-three feet in front by two hundred and sixteen feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected, together with a planing machine, a currying machine, a ribbon saw, shaft, belting, gasoline engine and accessories.

Notice is hereby given that the sale of the immovable hereinabove described, seized on the said defendant, and which should have taken place at the parochial church door of the parish of Saint Aimé, on the twenty seventh day of the month of November last (1907), at ten o'clock in the forenoon, will take place at the parochial church door of the parish of Saint Aimé, on the **TWENTY SIXTH** day of the month of **MAY** instant, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 5th May, 1908. 1856
[First published, 9th May, 1908.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **A**RTHUR PAQUIN,
No. 254. } Plaintiff ; against
DAME LAURA DESAULNIERS ET AL, Defendants.

Comme appartenant à la dite défenderesse, Dame Laura Desaulniers, l'immeuble suivant :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, sur le sixième rang, faisant partie du lot cadastral numéro deux cent soixante et trois (263), de Saint-Boniface de Shawinigan, contenant un front de quarante-six pieds au chemin de front entre le cinquième et le sixième rang en courant à l'ouest, sur cette même largeur jusqu'à une profondeur de vingt-six pieds, de là, ayant une largeur de quarante-trois pieds sur une profondeur totale depuis le dit chemin de front en courant à l'ouest de un arpent et demi—le dit emplacement borné en front au chemin public, et à l'est, à l'ouest et au sud à Narcisse Chainé—avec maison et une bâtisse servant de manufacture, engin, bouilloire, et tout le mécanisme fixé à la dite bâtisse, servant à exploiter la dite manufacture, tournants et travaillants.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif,

Trois-Rivières, 6 mai 1908.

[Première publication, 9 mai 1908]

Shérif.
1867

As belonging to the said defendant, Dame Laura Desaulniers, the following immoveable :

A lot situate in the parish of Saint Boniface de Shawinigan, in the sixth range, for mingpart of the cadastral lot number two hundred and sixty three (263), of Saint Boniface de Shawinigan, containing a front of forty six feet on the front road between the fifth and sixth range, running to the west, by that same width to a depth of twenty-six feet, from thence, having a width of forty three feet by a total depth from the said front road running west of one arpent and a half ; said lot bounded in front by the public road, and on the east, west, and south by Narcisse Chainé—with house and a building used as a factory, engine, boiler, and all the machinery fixed to the said building used to work the said factory, gear and apparatus.

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, on the TENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,

Three Rivers, 6th May, 1908.

[First published, 9th May, 1908.]

Sheriff.
1868

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du dix-neuvième jour de mars 1895, pour la paroisse de Saint-Eustache, et de nommer, par commission en date du 7 mai 1908, MM. François Xavier Lauzon et Napoléon Ladouceur, bourgeois, Adolphe Bénard, Horace Guériu, Jérémie Payment, et Eloi Lapointe, cultivateurs, de Saint-Eustache, comté des Deux Montagnes, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du septième jour de février 1890, pour la paroisse de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux Montagnes, et de nommer, par commission, en date du sept mai 1908, MM. Joseph Langlois, bourgeois, Félix Raymond, maître de poste, Gédéon Lauzon, cultivateur, Simon Cyr, voiturier, Zéphirin Nepveu, cultivateur, Charles W. Arthur, marchand, Alfred Carrière, commerçant, Gédéon Bigras, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Scholastique, commissaires de la dite cour.

1899

Avis du Gouvernement

No 1947.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 6 mai courant, 1908, de détacher de la municipalité scolaire de Whitton, dans le comté de Compton, les biens-fonds du premier rang nord-est du canton de Whitton, ayant les numéros 27 et suivants jusqu'à 43, inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Cécile de Whitton, dans le même comté.

Cette délimitation ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1908.

1879

Québec, 7 mai 1908.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 6

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the nineteenth day of March, 1895, for the parish of Saint Eustache, and to appoint by commission dated the seventh day of May, 1908, Messrs. François Xavier Lauzon, and Napoleon Ladouceur, gentleman, Adolphe Bénard, Horace Guerin, Jeremie Payment, and Eloi Lapointe, farmers, of Saint Eustache, county of Two Mountains, commissioners of the said court.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the seventh day of February, 1890, for the parish of Sainte Scholastique, in the county of Two Mountains, and to appoint, by commission, dated the seventh May, 1908, Messrs. Joseph Langlois, gentleman, Felix Raymond, post-master, Gedeon Lauzon, farmer, Simon Cyr, wheelright, Zephirin Nepveu, farmer, Charles W. Arthur, merchant, Alfred Carriere, trader, Gedeon Bigras, farmer, of the parish of Sainte Scholastique, commissioners of the said court.

1900

Government Notices

No 1947.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 6th May instant, 1908, to detach from the school municipality of Whitton, in the county of Compton, the properties in the first range north east of the township of Whitton, bearing the numbers 27 and following to 43, inclusively, and to annex them to the school municipality of Sainte-Cécile de Whitton, in the same county.

Such change shall take effect only on the 1st of July next, 1908.

1880

Québec, 7th May, 1908.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the

mai 1908, d'autoriser, en faveur de J. A. Nadeau, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville d'Iberville, comté et district d'Iberville, la transmission des minutes, répertoire et index de feu J. O. Pion, en son vivant notaire public, de la paroisse de Saint-Grégoire le Grand, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

1877

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis Divers

COLLEGE DES MEDECINS VETERINAIRES
DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

Avis public est par la présente donné qu'une assemblée générale des médecins vétérinaires de la province de Québec se tiendra à Montréal, le mardi, 26 mai courant, à 10 heures A. M., pour procéder à l'élection des membres du bureau des gouverneurs du collège des médecins vétérinaires de la province de Québec, pour une période de deux ans, conformément à la loi concernant les médecins vétérinaires.

(Signé) ALBERT DAUTH,
Secrétaire-trésorier.

1897

Avis de Faillites

District de Québec.

Re Lazare Méthot, épicier, Québec. Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 26 mai 1908, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 7 mai 1908. 1889

District de Québec.

Re E. M. Vallée & Cie, modistes, Québec.
Insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 mai 1908, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 7 mai 1908. 1887

District de Beauce.

Re Georges Turmelle, charron, Saint-Frédéric.
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 mai 1908, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 7 mai 1908. 1883

6th of May, 1908, to authorize the transfer, in favor of J. A. Nadeau, esquire, notary public, practising and residing in the town of Iberville, county and district of Iberville, the transfer of the minutes, repertory and index of the late J. O. Pion, in his lifetime notary public, of the parish of Saint Gregoire le Grand, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

1878

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Miscellaneous Notices

COLLEGE OF THE VETERINARY SURGEONS
OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Public notice is hereby given that a general meeting of the veterinary surgeons of the province of Quebec will be held at Montreal, on Tuesday, the 26th of May instant, at 10 o'clock a. m., to proceed to the election of the board of veterinary surgeons of the province of Quebec, for a period of two years, pursuant to the veterinary surgeons' act.

1898

(Signed) ALBERT DAUTH,
Secretary treasurer.

Bankrupt Notices

District of Québec.

Re Lazare Méthot, grocer, Québec. Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 26th May, 1908, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 7th May, 1908. 1880

District of Québec.

Re E. M. Vallée & Cie, milliners, Québec.
Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 25th May, 1908, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 7th May, 1908. 1888

District of Beauce.

Re Georges Turmelle, carriage maker, Saint-Frédéric.
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 25th May, 1908, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
Québec 7th May, 1908. 1884

District de Beauce.

Re Georges Gagnon, marchand, Saint-Prosper,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 26 mai 1908, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 7 mai 1908. 1885

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
In re David Desjardins, faisant affaire à Montréal,
sous la raison sociale de J. Prud'homme & Cie,
Failli.

Avis est par le présent donné que, par jugement de la cour, en date du 30^{ème} jour d'avril 1908, j'ai été nommé curateur à la dite faillite.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes.
Montréal, 6 mai 1908. 1873

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
In re Marie Alexandra Bourdeau, faisant affaire
seule à Montréal, sous la raison sociale de Bern-
nard & Laporte, Failli.

Avis est par le présent donné que, par jugement de la cour, en date du 30^{ème} jour d'avril 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11 Place d'armes, Montreal.
Montréal, 6 mai 1908. 1871

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de J. Z. Rouleau, épicier, 424, Onta-
rio Est, Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 mai 1908, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

No 11, Place d'Armes.
Montréal, 9 mai 1908. 1869

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 96.

In re Désiré Michon, marchand, Montréal,
Insolvable.

Avis vous est donné que, le septième jour de mai 1908, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du susdit nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

A. LAMARCHE,
Curateur.

Bâtisse Assurance Royale,
No. 2, Place d'Armes,
Montréal, 7 mai 1908. 1891

Avis est par le présent donné que Louis Côté, de la Baie des Mille Vaches, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 1^{er} mai 1908.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.

Québec, 7 mai 1907. 1893

District of Beauce.

Re Georges Gagnon, merchant, Saint Prosper,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 26th May, 1908, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co.
Quebec, 7th May 1908. 1886

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In re David Desjardins, doing business at Montreal,
under the style and firm of J. Prud'homme &
Cie, Insolvent.

Notice is hereby given that, by a judgment of the court, dated the 30th day of April, 1908, I have been appointed curator to the above estate.

Claims must be filed at my office within one month from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes,
Montreal, 6th May, 1908. 1874

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In re Marie Alexandra Bourdeau, doing business
alone at Montreal, under the style and firm of
Bernard & Laporte, Insolvent.

Notice is hereby given that, by judgment of the court, dated the 30th day of April, 1908, I have been appointed curator to the above estate.

Claims must be filed at my office within one month from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes.
Montreal, 6th May, 1908. 1872

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of J. Z. Rouleau, grocer, 424, Ontario
East, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to objection until the 25th of May, 1908, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

No. 11, Place d'Armes.
Montreal, 7th May, 1908. 1870

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 96.

In re Désiré Michon, merchant, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the seventh day of May 1908, by an order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this notice.

A. LAMARCHE,
Curator.

Royal Insurance Building,
No. 2, Place d'Armes.
Montreal, 7th May 1908. 1892

Notice is hereby given that Louis Côté, of Baie des Mille Vaches, has made an assignment of his assets for the benefit of his creditors, on the 1st May, 1908.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.

Quebec, 7th May, 1908. 1894

Province de Québec, }
 District of Bedford. } *Cour Supérieure.*
In re Ed. Legaré & Frère, Roxton Falls, Qué.,
 Faillis.
 Avis est donné que nous avons préparé un second
 et dernier bordereau de dividendes, lequel sera
 payable à notre bureau, 220, édifice du Board of
 Trade, Montréal, le ou après le 27 mai 1908.
 H. V. DUGGAN,
 JOS. DESAUTELS,
 Curateurs.
 Montréal, 9 mai 1908. 1895

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court*
In re Ed. Legaré & Frère, Roxton Falls, Que.,
 Insolvents.
 Notice is given that we have prepared a second
 and final dividend sheet will be payable at our
 office, 220, Board of Trade Building, Montreal,
 on or after the 27th of May, 1908.
 H. V. DUGGAN,
 JOS. DESAUTELS,
 Curators.
 Montreal 9th May, 1908. 1896

Index de la Gazette Officielle de Québec No 19

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—Dmes Blan-
 chette vs Lavigne, 933; Boivin vs Marsau dit
 Lapierre, 931; Cohen vs Lazarus, 932; Dai-
 gneault vs Gauthier, 933; Desjardins vs David,
 932; Gilbert vs Poulin, 931; Langlais vs
 Neron, 931; Lapointe vs Duchesneau, 933;
 Leblanc vs Pelletier, 933; Legendre vs Du-
 mont, 932; Logan vs Mullin, 933; Martin vs
 Mercier, 932; Noël vs Hanley, 933; Shapiro vs
 Sloves, 932.

ANNONCEURS:—Avis aux:—*Conservateur* avis, etc.,
 835

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES:—Collège des Médecins
 Vétérinaires de la province de Québec, 945;
 Société d'Administration Générale, 934.

ASSOCIATION DISSOUTE:—La Compagnie à Bois
 Jacques-Cartier, 931.

ASSURANCE:—Compagnie d'assurance mutuelle
 contre le feu de la municipalité de la paroisse
 de Sainte-Aimé de Richelieu, 934.

BILLS PRIVÉS, P. Q.:—Avis au sujet des:—
 Assemblée législative, 928; Conseil législatif,
 927.

CERCLES AGRICOLES:—Formation de:—Paroisse
 de Saint-Mathieu de Belœil, 924.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS:—
 Women's Catholic Order of Forester, 924.

FAILLIS:—American Dressing Co, 934; Bourdeau
 (Dme), 946; Chartrand, 935; Côté, 946; Des-
 jardins, 946; Favreau, 934; Gagnon, 946;
 Lacerte, 935; Leduc, 935; Legaré & Frère,
 946; Martin, 936; Mathieu, 935; Méthot,
 945; Michon, 946; Papineau, 935; Poudrier,
 935; Rhicard, 934; Rouleau, 946; Roy (Delle)
 934; Turmelle, 945; Vallée & Cie, 945.

LETTERES PATENTES:—Compagnie de Commerce
 Général, 924; La Cie Giguère & Mayrand,
 925; La Société Nationale de Gymnastique,
 925; La Cie du Téléphone Saguenay, 923;
 Michaels Bros Coy, 920; Quebec National
 Extracts Coy, 921; The Archer Company,
 923; The Montreal Columbus Association,
 922; The Montreal Hog Feeding Coy, 925;
 The Stanhope Granite Coy, 922.

LETTERES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—Beaconsfield
 Golf Club, 924.

LIQUIDATION:—The New York Silk Waist Mfg.
 Coy, 936.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 19

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—Dmes
 Boivin vs Marsau dit Lapierre, 931; Blan-
 chette vs Lavigne, 933; Cohen vs Lazarus,
 932; Daigneault vs Gauthier, 933; Desjardins
 vs David, 932; Gilbert vs Poulin, 931; Lan-
 glais vs Neron, 931; Lapointe vs Duchesneau,
 933; Leblanc vs Pelletier, 933; Legendre vs
 Dumont, 932; Logan vs Mullin, 933; Martin
 vs Mercier, 932; Noël vs Hanley, 933; Shapiro
 vs Sloves, 932.

ADVERTISEES:—Notice to:—Respecting notices, &c.
 835.

GENERAL MEETINGS:—College of the veterinary
 surgeons of the province of Quebec, 945;
 Société d'Administration Générale, 934.

ASSOCIATION DISSOLVED:—La Compagnie à Bois
 Jacques Cartier, 931.

ASSURANCE:—Mutual fire insurance company of
 the municipality of the parish of Sainte Aimé
 de Richelieu, 934.

PRIVATE BILLS, P. Q.:—Notices respecting the:—
 Legislative Assembly, 928; Legislative Council,
 927.

FARMER'S CLUB:—FORMATION OF:—Parish of Saint
 Mathieu de Belœil, 924.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—Women's
 Catholic Order of Forester, 924.

INSOLVENTS:—American Dressing Co, 934; Bour-
 deau (Dme), 946; Chartrand, 935; Côté, 946;
 Desjardins, 946; Favreau, 934; Gagnon, 946;
 Lacerte, 935; Leduc, 935; Legaré & Frère,
 947; Martin, 936; Mathieu, 935; Méthot,
 945; Michon, 946; Papineau, 935; Poudrier,
 935; Rhicard, 934; Rouleau, 946; Roy
 (Delle), 934; Turmelle, 945; Vallée & Cie,
 945.

LETTERS PATENT:—Compagnie de Commerce Gén-
 ral, 925; La Cie Giguère & Mayrand, 925;
 La Société Nationale de Gymnastique, 925;
 La Cie du Téléphone Saguenay, 923; Michaels
 Bros Coy, 920; Quebec National Extracts Coy,
 921; The Archer Company, 923; The Montreal
 Columbus Association, 922; The Montreal
 Hog Feeding Coy, 925; The Stanhope Granite
 Coy, 922.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—Beaconsfield
 Golf Club, 924.

LIQUIDATION:—The New Yhrk Silk Waist Mfg.
 Coy, 936.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE : — Municipalité partie de la paroisse de Saint-Lucien, 926.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Demande d'annexer ou d'ériger, etc. : — Divers lots du canton Tessier à Saint-Jérôme de Matane, 926 ; Divers lots de Saint-Didace à Mandeville, comté de Maskinongé, 926 ; Municipalité de Notre-Dame du Lac, Saint-Eusèbe de Cabano, 926.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE OU ÉRIGÉE : — Sainte-Cécile de Whitton à canton de Whitton, 944.

NOMINATIONS : — Commissaires d'écoles : — Municipalité de Saint-Marcelin, comté de Rimouski, 917.

Cour des commissaires : — Saint-Eustache, 944 ; Sainte-Scholastique, 944.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : — J. A. Nadeau, 927 ; Donald M. Rowat, 927.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES : — J. A. Nadeau, 944.

PROCLAMATION : — Jour des Arbres, 920.

RÈGLE DE COUR : — Lavoie (Dme) vs Levasseur, 936.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS : — Dominion Express Coy, 931 ; Quebec Central Railway Coy, 932.

VENTES PAR LES SHÉRIFS .

ARTHABASKA : — Beaubien et al vs Lafleur et al, 937 ; Crépeau vs Normand, 938 ; Gouin vs héritiers Laliberté, 937 ; Lapierre, failli, 936.

BEAUCÉ : — Pomerleau vs Craig, 938 ; Poulin, failli, 939.

CHICOUTIMI : — La Banque Nationale vs héritiers Tremblay, 939.

IBERVILLE : — Laplante et al vs Dme Ouellet, 940.

KAMOURASKA : — Lapointe (Dme) vs Têtu, 941 ; Lemieux & Fils vs Caron, 941 ; Sénéchal vs Dme Béchard et al, 940.

MONTREAL : — Les commissaires d'écoles de la municipalité d'Hochelaga vs Gadour, 942.

OTTAWA : — Guitard vs Desmarais, 942.

QUÉBEC : — Paré (Dme) vs Defoy, 943.

RICHELIEU : — Cartier vs Jolicœur, 943.

TROIS-RIVIÈRES : — Paquin vs Dme Desaulniers et al, 943.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY : — Municipality part of the parish of Saint Lucien, 926.

SCHOOL MUNICIPALITIES : — Application to annex or to erect, &c. : — Several lots of township Tessier to Saint Jérôme de Matane, 926 ; Several lots of Saint Didace to Mandeville, county of Maskinongé, 926 ; Municipality of Notre Dame du Lac, Saint Eusèbe de Cabano, 926.

SCHOOL MUNICIPALITY ANNEXED OR ERECTED : — Sainte-Cécile of Whitton to township of Whitton, 944.

APPOINTMENT : — School commissioners : — Municipality of Saint Marcelin, county of Rimouski, 917.

Commissioners court : — Saint Eustache, 944 ; Sainte Scholastique, 944.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — J. A. Nadeau, 927 ; Donald M. Rowat, 927.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED : — J. A. Nadeau, 944.

PROCLAMATION : — Arbor Day, 920.

RULE OF COURT : — Lavoie (Dme) vs Levasseur, 936.

SALE OF UNCLAIMED SHIPMENTS : — Dominion Express Coy, 931 ; Quebec Central Railway Coy, 932.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Beaubien et al vs Lafleur et al, 937 ; Crépeau vs Normand, 938 ; Gouin vs heirs vs Laliberté, 937 ; Lapierre, insolvent, 937.

BEAUCÉ : — Pomerleau vs Craig, 938 ; Poulin, insolvent, 939.

CHICOUTIMI : — La Banque Nationale vs heirs Tremblay, 939.

IBERVILLE : — Laplante et al vs Dme Ouellet, 940.

KAMOURASKA : — Lapointe (Dme) vs Têtu, 941 ; Lemieux & Fils vs Caron, 941 ; Sénéchal vs Dme Béchard et al, 940.

MONTREAL : — The school commissioners of the municipality of Hochelaga vs Gadour, 942.

OTTAWA : — Guitard vs Desmarais, 942.

QUÉBEC : — Paré (Dme) vs Defoy, 943.

RICHELIEU : — Cartier vs Jolicœur, 943.

THREE RIVERS : — Paquin vs Dme Desaulniers et al, 943.